



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 18 octobre 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je vais demander à Mademoiselle Maud BODKIN de nous rejoindre à la tribune pour procéder à l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Président

Merci Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Avant de vous donner quelques informations qui intéressent la vie de la Métropole, je voudrais saluer pour leur présence à la tribune Monsieur Yannick DANIEL, Président du Collège du Scoutisme Français de l'Hérault, les Eclaireurs et Eclaireuses de France, représentés par leur délégué local, Monsieur Christophe LEBEGUE, les Scouts et Guides de France représentés par leur délégué local, Monsieur Jean-Marie COSTAMAGNA, les Eclaireurs de la Nature, représentés par leur délégué local, Monsieur Romain FERNANDEZ, les Scouts Musulmans de France, représentés par leur délégué local, Monsieur Ralib BOUROUBA, les Eclaireurs et Eclaireuses Unionistes, représentés par leur déléguée local Juliette LEENHARDT, et les Eclaireurs et Eclaireuses Israélites, représentés par leur délégué Monsieur Jonathan ROUAS. Merci pour votre présence, et merci pour la convention que nous avons signée ensemble avec la Métropole de Montpellier, qui sera expliquée tout à l'heure en séance par Madame JANNIN et qui a pour trait majeur la conservation de la planète, la protection de la nature et de la biodiversité.

Avant de vous faire part de quelques affaires, je souhaiterais qu'ensemble, nous observions une minute de silence à la mémoire des victimes des intempéries du Département de l'Aude. Je proposerai ensuite aux Maires, chacun à son niveau et dans sa commune, d'être partenaires en solidarité avec les institutions audoises. Pour ce qui est de la Ville de Montpellier, celle-ci aidera. Le Maire de Grabels a également souhaité apporter du matériel. D'autres Maires de la Métropole, le Maire de Prade-le-Lez, ainsi que celui de Villeneuve-lès-Maguelone, ont également mis en place une action de solidarité avec l'Aude. Je crois qu'il est préférable que chacune des Villes de la Métropole s'engage au titre de la Ville elle-même auprès des sinistrés de l'Aude. Mais ce que je souhaitais faire, ici, dans le théâtre de nos occupations politiques et démocratiques, c'est observer ensemble, et de façon solidaire, une minute de silence en la mémoire de tous ceux qui souffrent de ces intempéries, et tous ceux qui en ont été victimes.

L'assemblée observe une minute de silence.

Monsieur le Président

Quelques observations et informations en début de Conseil. Je voudrais vous faire part du courrier que j'ai reçu de Monsieur Pierre POUESSEL, Préfet de l'Hérault, confirmant la décision de Madame Elisabeth BORNE, Ministre des Transports, pour classer le projet de ligne ferroviaire nouvelle Montpellier – Perpignan, et notamment le tronçon Montpellier – Béziers, comme projet d'intérêt général. Ceci exige une procédure particulière, et dans son courrier, Monsieur le Préfet indique à la Métropole l'ensemble des dispositions nécessaires pour mettre en œuvre cette procédure. En particulier, le dossier de ligne nouvelle Montpellier – Perpignan sera mis à disposition du public dans les Mairies intéressées par le passage de la ligne. Je l'ai reçu au titre de Président de la Métropole, donc ce sera déposé ici, à la Métropole, pour que le public puisse y accéder, entre le lundi 22 octobre 2018 et le vendredi 23 novembre. Un mois de consultation publique du dossier de projet d'intérêt général de la ligne nouvelle Montpellier – Perpignan.

Deuxième sujet pour vous informer officiellement du changement de nom du groupe majoritaire, qui à l'unanimité a accepté le nouveau vocable qui est le suivant : « *Montpellier, Territoires Pluriels* ».

Je vous informe également que Monsieur Gérard LANNELONGUE rejoint le groupe majoritaire à la Ville et à la Métropole. Il sera délégué à l'industrie auprès de Chantal MARION, tout le monde sachant bien que l'industrie n'est pas le fort de la Métropole, puisque nous n'avons pas Airbus, nous n'avons pas de grandes entreprises. Mais je pense sincèrement, et je vous l'ai confié à plusieurs reprises, que l'on peut installer à Montpellier de l'industrie pérenne. Gérard LANNELONGUE, qui était chef d'entreprise et responsable de sous-secteur dans les instances professionnelles et à la fois à la Chambre de Commerce, en est tout à fait capable. Il n'est également nullement membre de parti politique.

Voilà les informations que je souhaitais vous donner en début de Conseil.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 18 OCTOBRE 2018

Monsieur le Président

Je vous propose de passer à l'ordre du jour. Il comporte 82 affaires. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ?

A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 20 SEPTEMBRE 2018

Monsieur le Président

Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 20 septembre 2018. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal de la séance du 20 septembre 2018 est adopté à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LE COLLEGE DU SCOUTISME FRANÇAIS DE L'HERAULT ET LEURS ASSOCIATIONS FEDEREES DANS LE CADRE D'ACTIONS PEDAGOGIQUES DE VALORISATION DU TERRITOIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

C'est Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, qui présente cette affaire.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, Mes chers collègues, j'ai beaucoup de plaisir à vous présenter cette affaire ce soir. Nous souhaitons au travers de cette convention établir un partenariat avec le Collège du Scoutisme Français, qui est représenté par son Président national, Monsieur Yannick DANIEL, que je remercie, qui est présent dans la tribune comme vous l'avez dit tout à l'heure Monsieur le Président. Ce Collège du Scoutisme Français rassemble les Eclaireurs et Eclaireuses de France, représentés par Christophe LEBEGUE, également présent, les Scouts et Guides de France, représentés par Jean-Marie COSTAMAGNA, les Eclaireurs de la Nature, représentés par Romain FERNANDEZ, les Scouts Musulmans de France, représentés par Ralib BOUROUIBA, les Eclaireurs et Eclaireuses Unionistes, représentés par Juliette LEENHARDT, et les Eclaireurs et Eclaireuses Israélites, représentés par Jonathan ROUAS, que je remercie tous pour leur présence. Je remercie également particulièrement Monsieur SAUVER, qui est représentant du Scoutisme Français localement dans l'Hérault, et le Pasteur James WOODY, qui ont beaucoup participé à l'élaboration de ce projet de partenariat.

Le projet de cette convention de partenariat part d'un double constat. Notre souhait, au niveau de la Métropole, est de développer la pédagogie et la sensibilisation auprès des jeunes dans des champs d'intervention en lien avec la valorisation, la protection et la préservation du territoire, dans le respect de la biodiversité et de la nature, tout en bénéficiant de l'aide de jeunes motivés qui ont beaucoup de dynamisme et beaucoup de capacités. Constat double, donc. Ajoutons celui aussi du souhait des divers mouvements scouts de participer à des projets en phase avec le territoire où ils résident, ou alors en phase avec le territoire dans lequel ils vont camper. Des projets où ils pourront être utiles en inscrivant leur participation dans des besoins réels et dans des dynamiques locales. Et puis, il y a avant tout des valeurs partagées entre la Métropole et le Scoutisme Français.

Permettez-moi de parler quelques instants du scoutisme, de son origine, de ses valeurs, de son objectif. C'est en 1907 que Baden POWELL fonde le scoutisme en organisant le premier camp scout pour garçons. Il fonde un mouvement par les jeunes et pour les jeunes, ouvert à tous, quels que soient leurs origines, leurs croyances, et un mouvement qui sera d'ailleurs très rapidement étendu aux filles, qu'on a appelés les guides. C'était en 1907, 1909 pour les filles. Bref, un projet qui est fondamentalement basé sur l'être humain. Baden POWELL s'est en fait penché sur l'enfant que l'on regardait peu, voire pas du tout, sur les questions de développement et d'épanouissement personnel. Il avait finalement compris que ce sont ces enfants-là qui, plus tard, allaient diriger le monde.

Il va donc fonder un mouvement basé sur différents points : avoir toujours un projet dans sa vie ; être fidèle et toujours là pour ses frères ; croire en quelque chose de plus grand. Ce sont d'ailleurs les trois points qui fondent la promesse. Il y a ajouté qu'il fallait aussi, plus tard, apprendre aux plus petits que soi ces valeurs. Les valeurs sont d'être sociables quoi qu'il arrive, d'être un partenaire solidaire et d'être conscient, toujours, et notamment de l'impact de ses propres choix sur l'autre et sur l'environnement. Et puis, une méthode universelle qui est basée sur la relation et l'action, la vie en groupe et en équipe plus petite, la nature, sa connaissance, son respect, sa protection, la découverte, la symbolique et la promesse qui est commune à tous les scouts du monde entier. Cette méthode a été revisitée récemment et le Président, Monsieur DANIEL, nous l'a rappelé tout à l'heure, en accentuant les points sur la protection de la nature, et également sur l'engagement dans la société.

C'est en ce sens que notre projet est particulièrement d'actualité. L'objectif du mouvement est de préparer le jeune à sa vie d'adulte en lui donnant une autonomie, une liberté de penser, une confiance en soi, et de lui apprendre à toujours faire de son mieux, tout simplement.

Aujourd'hui, il y a 60 millions de scouts dans le monde et on assiste d'ailleurs à un véritable regain d'intérêt pour le scoutisme, puisque la majorité des groupes locaux de France sont pris d'assaut au niveau des inscriptions en début d'année, et cela témoigne sans doute d'une quête de sens que recherchent les parents, les enfants, et pas uniquement d'une approche ludique du loisir.

Sur cette convention, il s'agit de conclure un partenariat pédagogique innovant, car c'est le premier en France et peut-être même le premier en Europe, entre la Métropole et le Collège, permettant aux scouts de participer à diverses actions menées par la Métropole en interface avec différents services et différentes communes. Nous avons d'ores et déjà imaginé quelques actions, par exemple le nettoyage des berges, des cours d'eau, des étangs, le débroussaillage préventif aux incendies, la construction d'hôtels à insectes ou de nichoirs dans la Ville, dans la Métropole, l'embellissement et le réinvestissement urbain, avec par exemple la plantation d'arbres, l'aide à la remise en état de locaux, la participation au dispositif d'information et de prévention en cas d'alerte canicule ou de grand froid, l'aide aux personnes en détresse à remettre leur environnement en l'état après des événements majeurs – et je crois que les événements récents nous montrent l'utilité que peut avoir cette intervention – l'aide à la remise en état des clôtures, des champs, etc. Après le passage des sangliers, par exemple, dans le cadre d'une action de prévention du territoire que nous avons en partenariat avec la Fédération des Chasseurs. Bien entendu, cette liste est non exhaustive. Il y aura autant de diversité d'action que d'envies de projets à partager dans le cadre de cette convention.

Dans le fonctionnement, un Comité de pilotage sera formé, il alliera des membres des différents groupes de scouts et des personnes de la Métropole, afin de codéfinir les actions à mener et d'évaluer ces actions au regard des objectifs que nous nous sommes fixés en amont. Les actions seront conçues pour s'adresser à tous les âges, puisque vous savez peut-être que le scoutisme fonctionne autour de différentes classes d'âge : les 7-12 ans, les 12-16 ans, et les 16-17 ans, qui développent un projet personnel.

En fin d'année, nous communiquerons à l'ensemble des communes de la Métropole une campagne d'appel à projets, qui seront ensuite soumis au comité de pilotage, et donc j'invite tous les élus qui sont présents ici ce soir à réfléchir à toutes les possibilités qu'ils imaginent. Je suis donc particulièrement heureuse de ce partenariat et convaincue de l'intérêt pour la Métropole et pour les scouts. Je me souviens des paroles d'un chef scout qui m'expliquait son engagement. Il m'a dit : *« ce n'est pas toujours facile d'être un héros dans la vie quotidienne, à l'école. Durant les camps, lors des sorties, vous serez un héros. Un héros le temps d'un grand jeu ou un héros pour toujours, c'est en tout cas ce que vous lirez dans le regard des plus jeunes qui se lèveront vers vous. »* Je voudrais, pour conclure, remercier bien sûr les jeunes encadrants, chefs, cheftaines, qui donnent leur temps bénévolement pour transmettre ce qu'ils ont eux-mêmes reçu. Remercier aussi les plus

vieux encadrants, qui grâce à leur expérience, entourent les enfants et les plus jeunes et qui parfois ont aussi du mal à décrocher, car c'est un phénomène courant chez les scouts, parce qu'on aime cela, et aussi les parents qui se transforment en chauffeurs, en menuisiers, en intendants et tout le reste pour permettre à tous ces projets de voir le jour. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci Madame JANNIN.

Qui demande la parole ? Personne ? Voyez-vous, les scouts m'ont offert un foulard. Mais ce foulard, je ne peux pas l'attacher là. Mais, erreur ! Je suis toujours prêt, et dans ma poche j'avais une petite épingle à linge. Et voilà !

Merci beaucoup, merci Madame JANNIN. Je mets aux voix cette convention, dans le cadre de la biodiversité, de la protection de la nature avec l'ensemble des mouvements scouts. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, chers collègues, je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N°2 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - MODERNISATION DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES (STEU) MAERA - ENGAGEMENT D'UNE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - OUVERTURE DE LA DECLARATION PREALABLE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions sur cette affaire ? Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, mes chers collègues, bonjour à vous tous. Evidemment, nous sommes tous d'accord sur la modernisation de la station Maera. Il faut à tout prix la moderniser pour lui donner les capacités de traiter les eaux usées des communes qui s'y raccordent – je crois, de mémoire, que c'est treize communes, dont Montpellier et Lattes évidemment – et de pouvoir faire face aux coups de tabac que nous rencontrons dès que l'on a un peu trop d'eau à gérer, du fait des intempéries. Aujourd'hui, plusieurs fois dans l'année, nous sommes obligés d'ouvrir les vannes et de relâcher dans le Lez, ce qui n'est quand même pas l'objectif. Donc voilà l'objectif initial de la gestion de Maera. Les objectifs secondaires sont de régler le problème des odeurs, que les Lattois sont malheureusement en habitude de devoir supporter dans l'intérêt général. Avec le programme prévu, on aura des capacités de pouvoir rendre étanche aux odeurs la station. C'est un des objectifs qui a été visé par l'ensemble des commissions et du groupe de travail qui est dessus.

Là, nous sommes à un moment crucial où nous allons mettre le PLU de Lattes en compatibilité avec le chantier. Sur cette compatibilité du PLU de Lattes, je veillerai. Nous demanderons, avec la commune de Lattes, de façon expresse à ce que dans l'élaboration du projet et dans le cahier des charges qui sera présenté aux sociétés qui viendront concourir pour cet agrandissement et cette modernisation, que la route qui est prévue depuis l'origine de la modernisation de la station de Maera soit conservée et soit bien gravée dans le marbre. En effet, cette route amènera au pont qui passera au-dessus du Lez et nous permettra de faire le périphérique Sud de Montpellier, périphérique Nord de Lattes, dont nous avons particulièrement besoin, en particulier pour gérer les trafics liés à Cambacérès et à l'arrivée de la gare Sud de France.

D'ailleurs, à ce titre, permettez-moi de vous dire l'inquiétude du Maire de Lattes quand je vois que les choses se précipitent du côté de la SNCF et qu'on nous annonce bientôt, dès l'année prochaine, 23 trains. Si nous avons 23 trains par jour, à l'heure actuelle, dans les conditions d'accès et de desserte de la gare Sud de France, nous risquons l'asphyxie. Nous sommes déjà totalement débordés dès que deux trains arrivent en même temps ! Voilà, c'était juste un petit rappel des difficultés que nous rencontrons, puisque la gare est certes sur Montpellier, mais que la sortie et l'ensemble du réseau routier qui mène à la gare sont sur Lattes, en-dehors, évidemment, de la sortie Nord qui donne sur une route à une seule voie qui passe sur l'ancienne A9. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire. Monsieur le Maire de Grabels.

René REVOL

Cette modification du PLU est indispensable effectivement. Juste une question : avez-vous une prévision opérationnelle dans le temps de ces travaux et de leur réalisation avec les deux tranches ?

Monsieur le Président

Qui peut répondre à cela ? Je demande à l'administration... 2022. Première tranche en 2020, livraison en 2022. Merci Monsieur REVOL pour votre question.

Je voudrais dire au Maire de Lattes que je participe de sa proposition, parce que le pont sur le Lez, il le faut. Nous l'avons intégré dans le plan pluriannuel d'investissement de la Métropole, non seulement pour Cambacérès mais aussi pour Lattes, parce que c'est le contournement Nord de Lattes qui est prévu. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE VENDARGUES - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N°4 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications sur la modification n°3 du PLU de Prades-le-Lez ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N°5 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications sur cette affaire ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N°6 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION AVEC L'ÉTAT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) D'OCCITANIE ET LA COMMUNE DE FABREGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-P GRAND sort de séance.

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 2 voix.

AFFAIRE N° 7 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - POLITIQUE FONCIERE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION AVEC L'ÉTAT, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) D'OCCITANIE ET LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. JAOUL sort de séance.

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Ne prend pas part au vote : 2 voix.

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE GRABELS -SECTEUR CROIX DE GUILLERY - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF) D'OCCITANIE ET LA COMMUNE DE GRABELS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-P GRAND entre en séance.

Monsieur le Président

Madame JANNIN et Madame MARION ne prennent pas part au vote. Qui demande la parole ? Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Cela n'a pas trait à cette convention, mais Monsieur le Maire de Grabels, vous m'obligez à faire une chose que je déteste – et je l'ai dit depuis le début de ce mandat. J'ai demandé à tous les Maires, quand nous avons fait le contrat de transfert des charges, le calcul d'évaluation des charges. J'ai demandé qu'on s'interdise de regarder les comptes, chacun, d'une commune par rapport à l'autre. Et vous, vous m'obligez à regarder dans vos comptes, ce que je déteste !

Vous avez déclaré à la presse que les ACI, le calcul des ACI tel que nous l'avons fait – je rappelle que vous les avez votés à l'unanimité, mais bon, ce n'est pas grave, on peut revenir en arrière – que ce sont les ACI qui vous ont envoyés dans le rouge. C'est votre déclaration dans la presse ! Alors je suis obligé de regarder vos comptes. Vos comptes, mon cher collègue, montrent que pour l'année 2016 votre taux d'épargne sans les ACI était à 8,1% et votre capacité de désendettement est à plus de 30 ans. Avec le passage en ACI, votre taux d'épargne augmente de 8 à 13, et votre capacité de désendettement passe de 30 ans à 18 ans. Donc je n'y suis pour rien dans l'évolution de ces taux chez vous ! Cela tient au fait que vous avez un plan pluriannuel d'investissement, qui est de votre responsabilité, très élevé. Mais cela, c'est votre problème, votre compétence, votre décision. En aucun cas ce n'est dû à nos calculs des ACI.

Reste que le Président m'a demandé de vous faire de nouvelles propositions. L'étude est en cours, nous verrons la proposition qui vous sera faite très prochainement. Mais je vous en supplie, mes chers collègues, je m'adresse à tous les Maires, ne rentrons pas dans ce système absurde, dans lequel la faute n'est pas de vous mais du voisin. Ce n'est pas la Mairie, c'est la Métropole. C'est le meilleur moyen de scier la branche sur laquelle nous sommes. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président
Monsieur REVOL.

René REVOL

Lors du précédent Conseil de Métropole, Monsieur le Président, vous aviez coupé la parole à certains lorsque ceux-ci abordaient un sujet qui n'avait pas de rapport avec le sujet qui était traité à l'ordre du jour... Donc le sujet qui est traité à l'ordre du jour, c'est effectivement cette convention concernant tout ce secteur Croix de Guillery, qui est d'une grande importance, puisqu'en 2006, il avait brûlé et menacé les maisons de Grabels. C'est un réservoir de biodiversité absolument essentiel, qui fait partie de notre stratégie commune au niveau de la Métropole. Donc je me félicite de cette délibération, et qu'on puisse la continuer.

Quant aux questions que me pose Monsieur Max LEVITA, je vais répondre rapidement, mais j'aurai l'occasion de développer mon point de vue lorsque nous aborderons, d'ici la fin de l'année, durant le débat d'orientations budgétaires. Je précise simplement que pour toutes les communes, le fait d'avoir intégré dans l'attribution de compensation, dans le fonctionnement de nos budgets, une part qui provient de la moyenne des investissements qui ont été faits, a surchargé nos communes. Certaines d'entre elles ont été surchargées de ce point de vue. C'est tout ce que j'ai dit à ce moment-là. Je n'ai jamais dit que c'était la faute à la Métropole, jamais écrit cela et dit cela nulle part. Nous avons eu un large débat là-dessus.

Je vous signale qu'en ce moment, vous êtes vous-même en train de faire une étude que vous devez nous présenter pour nous dire si, à partir de l'année prochaine, on ne peut pas modifier les modes de calcul. C'est la seule chose que j'ai dite, et je ne veux pas engager aujourd'hui de polémique ! Je tiens trop à la délibération qui a lieu maintenant.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL, j'ai sous les yeux l'article de *la Gazette*. Il est dit ceci : « *je n'ai aucune responsabilité sur notre situation financière. C'est la faute à l'attribution de compensations versées à la Métropole, la baisse des dotations de l'Etat et les inondations de 2014* ». Autrement dit, ce n'est pas de votre faute. Donc les journalistes de *la Gazette* sont des menteurs ?

Ensuite, je vous ferai remarquer, sur la police de l'assemblée, Monsieur REVOL, que vous avez voté un Règlement Intérieur en 2017, que ce Règlement est à votre disposition. Je remercie les journalistes de *France Bleu* ce matin qui m'ont rendu grâce de la pratique de ce Règlement, et qui ont donné tort aux Maires qui disaient que je faisais force, que j'utilisais trop la police de l'assemblée pour diriger le Conseil de Métropole. Ils ont ressorti les termes du Règlement, qu'ils ont lus à l'antenne. Je remercie *France Bleu* pour son honnêteté. Madame JANNIN et Madame MARION ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 2 voix.

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE GRABELS - SECTEUR GIMEL - AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF)

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 2 voix.

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - SECTEUR CAMBACERES-ECONOMIQUE - CONVENTION OPERATIONNELLE AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC

Monsieur le Président

Même chose. Madame MARION et moi-même ne prenons pas part au vote, ainsi que Madame JANNIN. Pas de demande d'intervention ? Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, je profite de cette affaire juste pour rappeler les difficultés que l'on rencontre sur la gare Sud de France, comme je l'ai dit tout à l'heure, sur une partie de Cambacérès, la partie Sud, en bas de la gare et sur la commune de Lattes. J'aimerais que l'on revoie ensemble, avec la Ville de Montpellier et la SA3M les aménagements généraux et d'intérêt général, pour pouvoir gérer au plus vite et anticiper les problématiques de la montée en charge de la gare.

Monsieur le Président

C'est un oui massif !

Cyril MEUNIER

Mais j'ai dit « ensemble ».

Monsieur le Président

Oui, oui, ensemble.

Cyril MEUNIER

Merci.

Monsieur le Président

Avec la SA3M sur la voie Sud, qui fait partie de la ZAC et qui est sur le territoire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Comme vous le savez Monsieur le Président, dans la planification des aménagements généraux, les aménagements généraux du Sud de la gare n'étaient pas prévus dans une première phase. Je pense que c'est une erreur. Même si on n'aménage pas la partie Sud de la gare dans Cambacérès, la première ZAC, il faut à tout prix qu'on prenne en compte les aménagements de la voie dont on parle, puisqu'on ne pourra pas les renvoyer sur Cabesto, qui est une impasse. En plus, les entreprises que nous avons installées à Lattes, à Boirargues, en particulier Septeo et d'autres entreprises qui ont vocation à se développer demandent à pouvoir avoir des capacités d'extension. Donc il faudrait aussi que l'on regarde si derrière Schneider, Alstom et Septeo, on peut commencer à développer des zones d'activité économique en se branchant sur les réseaux qui existent. Merci.

Monsieur le Président

Je ne renie pas ce que j'ai dit tout à l'heure. C'est oui. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - ECOCITE - COMMUNES DE LATTES ET PEROLS - CONCESSION D'AMENAGEMENT "ODE A LA MER" - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) – APPROBATION

M. J. RAYMOND (avec pouvoir de M. A. LARUE) et M. L. JAOUL entrent en séance.

M. PELLET sort de séance.

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Qui demande des explications ? Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Je vous prie de m'excuser, tout arrive en même temps, donc je prends la parole deux fois de suite. Sur le CRAC de l'avenue de la mer, enfin de « *Ode à la mer* », tout d'abord je voudrais dire l'excellence du travail de la SA3M pour mettre en œuvre ce projet. Un projet qui, je vous le rappelle, a été retenu dans les projets écocité et dans les projets du grand emprunt, il y a quelques années. C'est un projet complexe qui met à l'honneur la technicité de notre Métropole en matière d'urbanisme. Ceci étant, deux types de recours sont en train de créer des difficultés en matière financière. D'ailleurs, ce CRAC le montre : on reprend à peu près deux millions d'euros de portages supplémentaires sur une somme de 32 millions d'euros que doit porter la Métropole, en portage aujourd'hui.

Un recours, malheureusement, de mon opposition et de ses satellites sur les Hauts de Lattes. Les Hauts de Lattes avaient été intégrés par moi-même à *Ode à la mer*, alors qu'à la base, ils n'y étaient pas intégrés, pour amener un équilibre financier.

Le recours principal, ce sont les recours que nous avons, en particulier la Socri, sur Ode 1, qui est le centre commercial, le nouveau complexe commercial, fait par le groupe Frey. Aujourd'hui, ce recours pour lequel je ne vois pas de négociation en cours avec la Socri – je ne m'en réjouis pas du tout, je pense qu'il faut attaquer sérieusement – est en train de retarder Ode 1. Pour ceux qui ne le savent pas, le centre commercial qu'on crée sur la commune de Pérols, avec le groupe Frey, a vocation à récupérer des entreprises qui viennent du territoire de Jean-Pierre RICO, à Pérols, sur le Fenouillet, et des entreprises qui viennent du Solis et du Soriech sur la commune de Lattes. Ces entreprises ont vocation à se déplacer là-bas et à rendre, en capacité d'urbanisation à vocation principalement d'hébergement ou, pour le Fenouillet, de reconquête hydraulique et naturelle de notre territoire, les deux territoires que je viens de citer. Donc, si nous n'avons pas ce centre commercial, évidemment, toutes les opérations que nous montons en pleine intelligence avec la SA3M tombent à l'eau, et on ne peut pas les mettre en œuvre.

Autant, au début, quand on a vendu ce projet-là, on a eu un mal fou à ce que les opérateurs commerciaux, les foncières propriétaires ou les propriétaires patrimoniaux comprennent où on veut aller. Aujourd'hui, au vu de l'évolution du commerce, nous avons beaucoup plus d'écoute de leur côté. On a des partenariats qui peuvent se mettre en place. On peut réussir ce pari. Si Montpellier réussit ce pari, elle prendra au niveau européen une avance très importante en matière de reconquête des zones commerciales et de reconstitution de la Ville au-dessus. C'est quand même l'intelligence de notre démarche depuis 10 ans. Je demande solennellement qu'on rentre en négociation avec la Socri, encore plus pour essayer de retirer ce recours le plus vite possible. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci. Le recours est contre Monsieur FREY ? C'est-à-dire contre l'opérateur ?

Cyril MEUNIER

Le recours n'est pas contre l'opérateur. Le recours est contre l'idée de créer ce centre commercial, et contre l'idée que nous avons de la réorganisation d'Ode. Au même titre que nous sommes exactement, Monsieur le Président – et vous connaissez l'histoire aussi bien que moi – dans la même situation qu'avec Odysseum. La même. A force de ne pas avoir négocié, Odysseum est arrivé avec dix ans de retard et on connaît les difficultés de mise en œuvre, qu'on avait après. Aujourd'hui, non seulement on a l'existence même et la pertinence d'Ode 1, mais en plus, si Ode 1 ne se crée pas, nous n'avons pas la capacité de mettre en œuvre la stratégie de reconquête urbaine que nous souhaitons mettre en place à Lattes et Pérols depuis des années.

Monsieur le Président

Donc vous avez dit que Georges FRÊCHE et Raymond DUGRAND ont mal négocié Odysseum. C'est ce que vous venez de dire.

Cyril MEUNIER

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Eh bien oui.

Cyril MEUNIER

Redonnez-moi la parole, je dirai ce que j'ai dit.

Monsieur le Président

Moi je n'ai pas de tableau, je n'ai rien. Je ne donne pas la parole.

Cyril MEUNIER

Je dirais que, dans toute histoire, qu'elle soit personnelle, d'une entreprise, d'une collectivité, les erreurs du passé doivent éviter de se reproduire.

Monsieur le Président

C'est une erreur du passé ? Georges FRÊCHE et Raymond DUGRAND ont mal négocié, d'après vos propos, Odysseum. Je note.

Cyril MEUNIER

Si c'est cela que vous voulez que je dise, je le dis.

Monsieur le Président

C'est ce que vous avez dit.

Cyril MEUNIER

Je le dis.

Monsieur le Président

Mais Monsieur le Maire, C'est ce que vous avez dit, et que vous venez de répéter.

Cyril MEUNIER

Il n'y a aucun souci.

Monsieur le Président

Très bien. Ok. Donc vous pensez que c'est le rôle du Président de négocier un recours entre Monsieur CHAMBON et Monsieur FREY. Vous voulez m'envoyer en prison, vous ?

Cyril MEUNIER

Je ne vous demande à aucun moment de négocier entre les deux opérateurs privés. Je vous demande de prendre conscience, en tant que Président de la Métropole, que le projet d'Ode, qui est un projet général d'organisation du territoire – en plus, vous l'avez défendu à mes côtés quand nous sommes montés à Paris défendre le grand emprunt, donc vous le connaissez par cœur – c'est ce projet qu'il faut défendre et son objectif. Donc mettre deux opérateurs qui sont dans un conflit, qu'il soit juridique ou autre, autour d'une table pour qu'ils trouvent des solutions n'est pas du tout hors de propos pour un Président de territoire. Aucunement. Maintenant, ce n'est pas à vous d'aller négocier les conditions financières, mais il faut s'impliquer dans la mise en œuvre d'une solution, dans un projet d'intérêt général comme celui d'Ode. Non, ce n'est pas du tout hors de propos, et vous ne risquez pas du tout la prison.

Monsieur le Président

Bon. Je ferai analyser votre proposition par mon avocat. Monsieur le Maire de Pérols.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, mes chers collègues, pour être plus précis sur un projet qui concerne mon territoire, actuellement, il n'y a aucun recours sur le projet commercial. Le projet commercial est définitivement acquis. Nous sommes passés en CDAC. Il a été acquis à l'unanimité. Nous sommes passés en commission nationale. Il a été acquis à l'unanimité. Nous sommes passés en cassation. Nous avons obtenu gain de cause. Nous sommes passés en Conseil d'Etat, et aujourd'hui le projet commercial Ode acte 1, c'est-à-dire le projet du groupe Frey, est définitivement inattaquable.

Nous avons aujourd'hui dix recours, puisque nous avons cinq permis de construire sur ce projet. Nous avons

obtenu deux recours par permis de construire. Cinq recours émanent de l'établissement commercial qui a été cité, et cinq autres recours d'une société environnementaliste dont les dirigeants sont les membres de cette entreprise commerciale qui a été votée tout à l'heure.

On est tenus par une certaine discrétion, puisqu'il y a des procédures juridiques en cours. Nous considérons, nous, en tant qu'élus, Métropole et Ville, que ces recours sont abusifs, mais c'est juste un point de vue. Aujourd'hui, une procédure est engagée par le groupe Frey contre les recours en irrecevabilité de ces recours. Donc nous sommes à l'échéance proche d'un jugement qui devrait libérer totalement ce projet de tout recours et permettre le démarrage de l'opération. Voilà les faits en l'état actuel.

Monsieur le Président

Donc Monsieur le Maire, vous confirmez bien que les recours s'appliquent ou s'instruisent entre la Socri et le groupe Frey ?

Jean-Pierre RICO

Absolument.

Monsieur le Président

C'est bien ce que j'ai dit tout à l'heure. Donc vous me demandez d'intervenir en tant que Président de la Métropole entre deux opérateurs privés sur une affaire privée. C'est interdit par la loi, Monsieur le Maire. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Par contre, dans tout ce que vous avez dit, il y a une chose que je retiens et que je fais mienne. J'associe Jean-Pierre MOURE, s'il n'est pas d'accord avec moi, il s'exprimera. C'est le projet Ecocité et la requalification des zones commerciales en zones inondables, et la réhabilitation urbaine de ces zones commerciales qui ont été construites sur des terres inondables dans d'autres zones qui sont favorables à la construction. C'est reconstruire la Ville sur la Ville existante, on est d'accord, et dans un cadre très particulier qui est celui des zones commerciales. Là-dessus, j'adhère. Mais j'adhère d'autant plus que nous l'avons voté ensemble, et c'était sous l'ancien mandat.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - MANDATS MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SA3M - COMPTES RENDUS ANNUELS A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N°3 AU MANDAT D'ETUDES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. PELLET entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Madame MARION ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DES CEVENNES - MANDATS MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SA3M - COMPTES

RENDUS ANNUELS A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N°3 AU MANDAT D'ETUDES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je vous rappelle que le renouvellement urbain sur la Paillade, sur la Mosson, c'est un projet d'ANRU national qui fait partie du programme ANRU 2. Je remercie, sous l'ancien Gouvernement, mon amie Secrétaire d'Etat à la Ville, Myriam EL KHOMRI, qui a accepté d'engager l'Etat aux côtés de la Ville de Montpellier et de la Métropole sur le projet ANRU 2 à la Mosson. Et je tiendrai une réunion publique devant les habitants et les associations pour expliquer les parties d'aménagement avec l'architecte urbaniste responsable du projet qui a été choisi au bout du dialogue compétitif et qui porte le nom de « *Passager des Villes* ». Cette réunion publique se fera avant Noël. On en a parlé au dernier Conseil de Métropole dans les modalités de concertation.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Pardon, je fais voter l'affaire 13. Il s'agit là du quartier des Cévennes. Il s'agit là d'un projet ANRU régional où nous intervenons sur l'espace public, les voiries, le bail commercial et l'ANAH renforcé pour aider les propriétaires à réhabiliter leurs logements. Je ne prends pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER CAMBACERES - CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT A LA CONCESSION N°6 - AVENANT A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE N°5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Chantal MARION ? Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 15 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - QUARTIER CENTRE - SECTEUR COMEDIE LEZ - MANDAT METROPOLE/SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) – APPROBATION

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Qui demande des explications à la Vice-Présidente Chantal MARION ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PARC DE LA MOGERE A MONTPELLIER - ENFOUISSEMENT DES LIGNES A HAUTE TENSION A MONTPELLIER - PARC D'ACTIVITES DE LA LAUZE EST A SAINT JEAN DE VEDAS - DEPLACEMENT DES LIGNES A HAUTE TENSION A BAILLARGUES - DEMANDES DE SUBVENTIONS 1% PAYSAGE – APPROBATION

Monsieur le Président

Madame DESTAILLATS et Monsieur MEISSONNIER ne prennent pas part au vote. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Aline DESTAILLATS, M. Jean-Luc MEISSONNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix.

Ne prend pas part au vote : 2 voix.

AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) "ICADE PARCELLE AK92" -ICADE PROMOTION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - APPROBATION DU PERIMETRE - APPROBATION DE LA CONVENTION INITIALE DE PUP - APPROBATION DE LA CONVENTION DE REVERSEMENT DES PRODUITS DU PUP

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 18 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - QUARTIER DE LA POMPIGNANE A MONTPELLIER - SECTEUR PINVILLE NORD - PLATEAU DE LA POMPIGNANE - INSTAURATION D'UN PERIMETRE DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PUP AVEC SNC PALMER PLAGE/SCI PALMER MONTPELLIER - PUP ORANGE

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Chantal MARION ? Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 19 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - CONVENTION DE REVERSEMENT ENTRE LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LES TRAVAUX RELATIFS AU SECTEUR COLLEGE ET SES ABORDS - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) "SECTEUR COLLEGE" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Projet dont la première pierre sera posée dans quinze jours, à Saint Georges d'Orques. Transfert collège religieux de Pignan qui va à Saint Georges d'Orques. Sur la route de Pignan. Qui demande des explications particulières ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 20 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LES TRAVAUX RELATIFS AU SECTEUR COLLEGE ET SES ABORDS - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) "SECTEUR COLLEGE"

Monsieur le Président

Qui demande des explications au Vice-Président Pierre DUDIEUZERE, Maire de Vendargues ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N° 21 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - AMENAGEMENT D'UN BARREAU ROUTIER ENTRE LA RD 24E2 ET LA RD 613 - CONVENTION FINANCIERE ENTRE LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT, PAYS DE L'ÉTANG DE L'OR AGGLOMERATION, COMMUNE DE SAINT AUNES ET LA METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MALEK sort de séance.

Monsieur le Président

Convention équilibrée entre les quatre institutions, qui a l'aval des quatre institutions, sans aucune réserve. Je mets aux voix ce projet partagé entre l'Etang de l'Or, la commune de Saint-Aunès, la Métropole et le Département de l'Hérault. Contre ? Abstention ?

Et nous avons pensé que la maîtrise d'ouvrage pouvait être attribuée au Département de l'Hérault. C'est donc le Département qui assumera, en confiance, la maîtrise d'ouvrage de ce bel équipement inter-agglomérations.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 22 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - AMENAGEMENT D'UN BARREAU ROUTIER ENTRE LA RD24E2 ET LA RD613 - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT, ET LA METROPOLE - APPROBATION -AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

C'est la même chose. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 23 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DE LA REVUE PRELIMINAIRE DE LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU N°39 SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEUS sort de séance.

Monsieur le Président

Nous nous proposons, à la demande de l'Etat et de la SNCF, de refaire une étude voulue par les institutions que je viens de décrire, et que cette étude soit financée un tiers-un tiers-un tiers par le nouveau Maire de Castelnau, Monsieur LAFFORGUE, par la SNCF et par la Métropole. 33%-33%-33%. Au terme de cette étude, parce que c'est un passage à niveau très dangereux qui mérite un financement important de la SNCF – comme tous les passages à niveau très dangereux – nous discuterons de la clé de répartition pour le financement du projet. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Depuis que j'ai changé le nom du groupe, « *Montpellier, Territoires Pluriels* », il y a unanimité en permanence ! Depuis le début, vous le constatez Mesdames et Messieurs qui êtes là comme témoins. Nous en sommes à l'affaire 23, et il n'y a pas eu un seul vote contre. Je vais toucher du bois, que cela dure.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N° 24 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES COMMUNES DE BAILLARGUES ET BEAULIEU - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. M-H. SANTARELLI sort de séance.

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 25 : AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION - ÉTUDE DE DEFINITION DU SCHEMA DIRECTEUR DU MIN (MARCHE D'INTERET NATIONAL) "VERS UN POLE DE L'ALIMENTATION MEDITERRANEENNE DURABLE" - CONVENTION DE COFINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. DUDIEUZERE (avec pouvoir de M. J-F AUDRIN) sort de séance.

Mme S. KERANGUEVEN sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. MARION.

Mme S. JANNIN et M. J. MALEK entrent en séance.

Monsieur le Président

Cela aussi : beaucoup en ont parlé, nous, nous le lançons ! C'est le schéma directeur de réhabilitation complète du MIN, sous la gouvernance à la fois de la Vice-Présidente, Mylène FOURCADE, Adjointe de Fabrègues, et Marie-Hélène SANTARELLI, Présidente du MIN. Les deux que je remercie, l'une pour la Présidence, et l'autre pour la Vice-Présidence de la Métropole. Et en particulier pour son action en Israël, où elle nous a représenté lors de la réunion des Villes signataires du Pacte de Milan. Grâce à son intervention, grâce à l'intervention de mon Cabinet aussi, nous avons pu obtenir et faire pencher la balance vers Montpellier, et nous recevrons l'an prochain les 179 Villes mondiales signataires du Pacte de Milan. Ça, c'est magnifique.

Madame FOURCADE a la parole.

Mylène FOURCADE

Bonsoir Monsieur le Président, bonsoir chers collègues. Effectivement, quand je vous ai représentés à Tel Aviv au mois de septembre, dans le cadre des rencontres annuelles des Villes signataires, j'ai pu me rendre compte en discutant avec des villes et métropoles de taille équivalentes qu'on était en avance sur plusieurs actions qui sont inscrites dans le Pacte de Milan. C'est à ce titre qu'avec votre collaboratrice Emma PIANETTI, on a trouvé toute justification à aller rencontrer les organisateurs et à proposer la candidature de Montpellier sur différents enjeux. On parle de lutte contre le gaspillage alimentaire, de préservation du foncier – les deux tiers du territoire aujourd'hui protégés – la réactivation du foncier, la lutte contre le gaspillage alimentaire, le travail de structuration des filières pour plus de produits locaux et plus de produits bio dans la restauration collective. On a pu se rendre compte que Montpellier, la Métropole, et les communes de la Métropole pouvaient être fières. Quand on a appris qu'on était retenus, on peut être honorés. Quand je pense que l'année prochaine, il y aura aussi en février les assises de la transition agroécologique et alimentaire, en 2019, entre les assises et le Pacte de Milan en septembre, on peut dire que 2019 sera l'année de l'agroécologie et de l'alimentation durable, et quand on sait l'enjeu, de mieux produire, mieux manger pour une meilleure santé, on ne peut que s'en féliciter. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FOURCADE. Et merci Isabelle TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Merci. Il est vrai que je suis heureuse de voir que ces initiatives se poursuivent. Je voudrais quand même signaler, on ne le dit peut-être pas assez, que si Montpellier est si à la pointe sur ces sujets, c'est parce qu'on bénéficie de l'expertise et de l'appui très fort de la recherche. Sur le pôle Agropolis de Montpellier, elle est à la pointe sur ce sujet, avec la chaire UNESCO alimentation du monde, et tout le tissu scientifique qui est très au fait de ces questions alimentaires, et qui vraiment nous soutient beaucoup, nous a beaucoup guidés, il faut le dire. Moi, je me réjouis qu'un territoire, et que sa force scientifique et d'innovation se rejoignent sur ce thème de l'alimentation et de l'agroécologie.

Monsieur le Président

Merci Isabelle. C'est avec Isabelle TOUZARD que nous avons signé ensemble à Milan, lors de l'exposition universelle, le Pacte de Milan. Madame GALABRUN-BOULBES.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Je retourne le sujet pour dire que je suis ravie de savoir que ce schéma va démarrer pour le MIN. C'est quelque chose sur lequel j'avais travaillé au préalable. C'est très important pour bien recevoir tous nos producteurs et tous les grossistes. Ce lieu a quand même besoin de modernité, donc j'espère qu'à la fin de ce schéma, on pourra commencer à voir se dessiner un nouveau MIN de demain.

Monsieur le Président

C'est un joli « *schèmmaaa* ». On disait cela à la fac. Quand le prof d'anatomie disait : « *on va essayer de reproduire ce schéma* ». Tous les étudiants disaient : « *schèmmaaa* ». C'était amusant. Cela m'a fait penser à un petit souvenir universitaire.

On va mettre aux voix ce schéma directeur du MIN. Madame ROUSSEL-GALIANA ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - APPEL A MANIFESTATION D'INTERET « LABELLISATION APORTEUR D'AFFAIRES FRENCH TECH SEED » - ACCORD DE CONSORTIUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. M-H. SANTARELLI et M. R. YOUSSEUS entrent en séance.

Monsieur le Président

Madame MARION va nous indiquer les nouvelles orientations de la French Tech au travers de cette affaire au niveau national, puisque cela concerne la Métropole, et qu'elle a représenté la Métropole à Paris lors de la conférence qui a réuni les acteurs politiques institutionnels et les entreprises auprès du Secrétaire d'Etat Mounir MAHJOUBI et du Président de la République.

Chantal MARION

Monsieur le Président, mes chers collègues, merci de me laisser la parole là-dessus. Si vous voulez, Monsieur le Président, avant d'expliquer cela, je voulais vous dire le bienfait que nous a fait la labellisation French Tech. Cette labellisation French Tech obtenue en 2014, quand on voit les chiffres, l'économie et les créations d'emploi, cela fait rêver. Ce n'est pas uniquement la French Tech, c'est tout l'écosystème qui a participé, justement, à cela. Effectivement, il y a eu plus de 350 millions d'euros de fonds levés depuis 2014, 140 millions d'euros en 2018. Il y a eu l'inauguration de l'hôtel French Tech et beaucoup d'actions, et puis il y a eu des rachats. Des rachats sont intéressants pour plus de 500 millions d'euros : Teads, 285 millions d'euros et Medtech, 170 millions d'euros. Mais ce sont des entreprises qui restent sur la Métropole, c'est ce que je veux dire. Parce que quelques fois, on dit : « *ils vendent, mais ils s'en vont* ». Ce n'est pas vrai. Ils restent.

Et puis, la semaine dernière, on a obtenu les pass French Tech. Nous avons maintenant 42 labellisations French Tech. Nous sommes donc toujours deuxièmes après Paris, nettement devant Lyon qui n'en a que sept. Je dis bien sept ! Et Toulouse, qui en a 18. Nous, nous en avons 42. Donc, c'est un peu pour remonter, si vous voulez, le moral des troupes. On entend un peu se plaindre, ça pleure un peu. Monsieur LEVITA l'a dit, et cela a été dit par les personnes présentes : la Métropole est attractive, mais en plus, on a envie de venir sur la Métropole. Ces chiffres sont très encourageants. Donc ces initiatives, qui ont été développées par ce label French Tech et par les entreprises que je remercie ici. Je voulais citer que dans les entreprises qui ont eu le pass French Tech, il y a Matooma, qui pour la quatrième fois a eu le pass French Tech. Donc ce sont des personnes qui ont été incubées au BIC, qui sont des ambassadeurs pour la Métropole et qui veulent rester sur la Métropole. Personnellement, je les en remercie.

Au niveau de la nouvelle labellisation French Tech, nous attendions la feuille de route déjà depuis juillet. Pendant tout l'été, je pense que le Gouvernement a travaillé dessus. Monsieur Mounir MAHJOUBI a été renommé Secrétaire d'Etat au niveau du numérique et au niveau de la French Tech. Elle aussi évolue. Il est évident que cette French Tech devait évoluer. Comme toute labellisation, à un moment donné, il y a des évolutions qui font que des entreprises qui sont actives, qui ont ces pass French Tech, qui sont motivées comme les start up, il fallait qu'à un moment donné, elles soient peut-être plus actrices du système. C'est ce qui était souhaité par le Gouvernement et par le Président MACRON. Ces communautés vont rassembler des entrepreneurs qui vont monter une sorte, je dirais, de société, ou bien carrément une association, où c'est eux qui seront les acteurs de la labellisation French Tech. La Métropole va continuer à se positionner évidemment pour les encadrer comme on le fait. Cela n'empêche pas qu'on continue la French Tech, qu'on continue le BIC, au contraire. Cela va enrichir. Et c'est le mot « *Capitale* » qui va remplacer le mot « *Métropole* » sur la labellisation French Tech.

Moi, personnellement, cela me plaît. Pourquoi Monsieur le Président ? Parce que nous sommes déjà à Montpellier Capitale Santé. Nous avons déjà le nom de Capitale Ecocité, et nous allons être Capitale French Tech. Et surtout, ce qui est très intéressant – pour vous dire que vous avez été visionnaire, Monsieur le Président – c'est qu'ils nous demandent d'être actifs à une heure de route autour de la Ville de Montpellier. Une heure de route, c'est quoi, Monsieur le Président ? C'est Sète, c'est Nîmes, C'est, pourquoi pas, Alès, c'est donc *Montpellier territoires*, que vous avez déjà mis en place. Donc, lorsque nous avons parlé de cela au niveau du Gouvernement, ils ont dit : « *il faudrait que* ». Nous nous sommes permis de dire : « *mais déjà, la Métropole de Montpellier l'a appréhendé. Déjà, on sait travailler comme cela. Déjà, nous sommes en relation* ». Par exemple, je citerai lorsque nous avons fait le train Montpellier – Perpignan – Barcelone – Madrid. Ils étaient étonnés. C'est quelque chose qui fonctionne. C'est quelque chose que nous savons faire, que la Métropole sait faire. Donc c'est ce que nous allons faire : un territoire élargi et un écosystème, je dirais, de taille internationale, qu'on peut appeler « *Est-Occitanie* ». C'est le nom qui a été donné. C'est important. Une complémentarité de domaines d'excellence ensemble. C'est important, parce qu'on va pouvoir travailler sur le tourisme. On peut travailler sur les vins du Pic Saint-Loup, par exemple. On peut travailler avec des entreprises qui demandent l'attractivité de la Métropole, mais qui, n'étant pas sur le territoire de la Métropole, peuvent bénéficier de cette énergie de la Métropole et son écosystème. Donc je pense que la French Tech de Montpellier est une initiative collective, ambitieuse, et accompagnée par une politique métropolitaine active, comme elle sait le faire.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION. Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 26. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Avant de passer à l'affaire suivante, qu'il me soit permis de vous transmettre, Madame MARION, les félicitations de Monsieur Thierry DUCROS, Président de la Fédération Française du Bâtiment, pour votre allocution d'hier soir. Pour la qualité de votre allocution hier soir.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 85 voix.*

AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MAKESENSE - SOCIAL CUP - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Chantal MARION ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 85 voix.*

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CITE INTELLIGENTE - MISSION BARCELONE - SMART CITY EXPO WORLD CONGRESS DU 13 AU 15 NOVEMBRE 2018 - PARTICIPATION - APPROBATION

M. P. DUDIEUZERE (avec pouvoir de M. J-F AUDRIN) entre en séance.

Monsieur le Président

Madame MARION, dites-nous un mot.

Chantal MARION

C'est la troisième édition, Monsieur le Président. Cette fois-ci, il y a des villes qui ont été choisies pour faire partie du stand France, et Montpellier, évidemment, fait partie de ce stand.

Je voulais vous dire que je vais peut-être être obligée de faire un aller-retour, parce que Dubaï est intéressé par ce que fait la Cité Intelligente au niveau de la Métropole de Montpellier, et également le Maire de Barcelone et les Vice-Présidents. C'est important, parce que la Cité Intelligente telle qu'elle a été faite il y a déjà huit ans, avec quatre millions d'euros investis par la Métropole, est très en avance.

Si vous permettez, Monsieur le Président, j'étais à Paris à France Urbaine. Vous savez que je fais partie de la commission numérique, et dans cette commission numérique, suite aux annonces de Monsieur MACRON, il est très important que toutes les données Open Data que nous stockons – et nous en avons beaucoup qui ont été stockées au niveau de la Métropole depuis maintenant huit ans – soient traitées. Il ne faut pas seulement les stocker, il faut les traiter. Vous savez que nous avons ici un système universitaire très important qui sait traiter ces données, puisque hier, j'étais justement avec MUSE, qui va se charger de traiter les données de santé, et les données dans le domaine de la science et du vivant. Nous sommes très bien placés au niveau de la commission numérique en tant que Métropole. Ils m'ont demandé de participer au niveau du bureau, mais honnêtement Monsieur le Président, vous le savez, j'ai quand même une lourde charge. Mais nous investissons au niveau d'un travail particulier. C'est justement sur le traitement de ces données où nous avons le potentiel au niveau de l'Université pour travailler dessus. C'est très important – et cette présence à Barcelone est importante – et je remercie d'ailleurs à ce niveau toutes les personnes qui s'occupent de la Cité Intelligente sur la Métropole. Ils ne sont pas nombreux, mais ils font un travail énorme et reconnu au niveau national et international.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION. Qui demande la parole sur l'affaire 28 ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A mon tour aussi de remercier Ada COLAU, Maire de Barcelone, qui m'a intégré dans une très belle table ronde, avec la Maire de Tunis, sur les enjeux et défis de la Méditerranée, et qui vient de m'envoyer un nouveau courrier pour me réinviter à Barcelone. De même que je me rendrai à Madrid, en invitation de Manuela CARMENA, Maire de Madrid, qui est venue à Montpellier et qui m'a convié à participer à une table ronde sur les violences urbaines, en particulier sur la médiation, chose à laquelle je tiens particulièrement, et à son apprentissage, dans les écoles lors du temps périscolaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité. Pour : 87 voix.

AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CITE INTELLIGENTE - CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE - LABORATOIRE MONTPELLIERAIN UMR TETIS (AGROPARISTECH, CIRAD, CNRS, IRSTEA) MAISON DE LA TELEDETECTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Chantal MARION ?

Chantal MARION

Cela rejoint la précédente affaire, et je voulais dire que justement, on va la proposer au vote. J'ai parlé de cela également à France Urbaine. La Métropole, vous le savez déjà, sur la Cité intelligente, a encadré deux thèses : une en sciences éco pour voir l'impact, justement, de la Cité intelligente au niveau des citoyens, et une autre au niveau scientifique, sur le projet HUT (HUMAN at home project). Mais celle-ci est importante, parce que justement, c'est la question qui a été posée hier : à quoi servent ces données ? Quel va être l'impact sur la Ville, sur les citoyens, de ces données ?

Donc là, on va encadrer et aider un thésard qui travaille à l'UMR-TETIS, qui est donc évidemment suivi par des chercheurs. Les chercheurs sont sur AgroParisTech, CIRAD, le CNRS et IRSTEA. C'est très important, justement, parce qu'il va nous rendre compte de comment on travaille sur ces données, comment ces données sont croisées entre elles, parce qu'on nous a dit : « *on n'évalue jamais ces données* ». Or, cette thèse va porter justement sur l'évaluation du croisement de ces données. Ce travail est très intéressant, donc on propose le versement d'une subvention de 80 000 euros à IRSTEA, car cela demande évidemment un travail important au niveau de la fouille des données, qui sont, on va dire, spatio-temporelles.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION. Qui demande la parole, en sachant que Madame Béatrice MICHEL ne prend pas part au vote ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Béatrice MICHEL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE CASTELNAU-LE-LEZ - CONCESSION EUREKA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N°17 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. V. PEREZ et M. J-L SAVY sortent de séance.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Oui, Monsieur le Président. Vous avez prononcé le mot « *Eurêka* ». Vous savez qu'il s'agit là d'un quartier. Je rappelle à l'ensemble de nos collègues – je sais que la Direction de la Métropole le sait parfaitement – que c'est un quartier que nous avons fait évoluer dans le temps. Initialement, ce quartier était réservé à l'entreprise, et à la demande de la SERM, à la demande de l'Agglomération d'alors, j'ai accepté que l'on construise 1 800 logements. 400 vont d'ailleurs être livrés très prochainement. D'autres projets sont en cours. Les entreprises arrivent. Il en va de même sur les entreprises en mitoyenneté avec la zone Mermoz. Donc nous avons là un bassin où il y a des milliers et des milliers de personnes qui vont être très prochainement présents, dont certains le sont déjà.

Il se trouve que nous avons prévu, en son temps – je parle sous le contrôle de Jean-Pierre MOURE, de Christian FINA et des autres, un tramway qui partirait de Sablassou pour aller, en gros, au rond-point des

Drapeaux à Montpellier. Le temps de cela est passé, et nous en avons convenu à l'époque. Donc, nous avons considéré que la plateforme, qui devait être réservée à un tramway, serait dédiée aux transports en commun en site propre, c'est-à-dire des bus à cadence rapide. Quelle n'a pas été notre surprise, et singulièrement celle de Frédéric LAFFORGUE il y a quelques jours, de voir que tout cela était un peu passé à la trappe.

Moi, je voudrais vous dire qu'il y a de gros projets – quand je dis de gros projets, c'est ficelé – d'investissements et d'extensions d'entreprises sur place. Moi, je ne voudrais pas que l'on reproduise le schéma de la gare, c'est-à-dire un équipement qui amènera du monde, à terme, et plus vite que ce qu'on croyait, puisque cela a été signalé tout à l'heure, et que les équipements publics ne suivent pas. Nous ne pouvons pas continuer à faire comme si Eurêka n'existait pas, comme si Jean Mermoz n'existait pas, comme si IBM n'allait pas recevoir prochainement Orange, avec des milliers de personnes, etc., etc. Comme si les quartiers mitoyens de Montpellier n'existaient pas. On ne peut pas. Donc moi, je vous demande deux choses.

Je demande que ce qui a été décidé – et je dis bien décidé – avant notre arrivée soit maintenu. On n'avait aucune raison de le faire avant. On a simplement décidé. Je n'ai pas le document sous les yeux, mais cela figure dans un document d'urbanisme. Il y a tout ce qu'il faut, tout l'espace qu'il faut pour faire la plateforme. Au lieu de cela, qu'est-ce qu'on nous propose, Monsieur le Président ? On nous propose un bus qui va cheminer le long, sur l'avenue de l'Europe, le long du tram, qui tournera, qui prendra l'avenue Marcel Dassault pour joindre l'avenue Philippe Lamour et arriver à la perpendiculaire d'Eurêka. Vous conviendrez que ce n'est pas une vision sérieuse. Et surtout, ces bus n'avancent pas. Il y a une embolisation du quartier qui est évidente. Cette embolisation, Monsieur le Président, elle est aggravée par le temps qui a été mis – et ce n'est pas la faute de la Ville de Castelnaud – pour la construction du barreau Ouest, qui je le rappelle, va prendre encore deux ans de retard, parce que les Maires n'avaient pas sous les yeux le dossier quand vous aviez dit qu'il y avait une variante. Or, la variante qui a été décidée en Conférence des Maires est une variante qui va nous faire prendre plus de deux ans de retard.

Donc moi, j'en appelle, si vous voulez, à votre réflexion, et je vous dis qu'on ne peut pas continuer comme cela. On ne peut pas continuer à n'avoir, sur ce secteur, aucune vision. Je voudrais, à titre indicatif, vous dire que le PN36, quand il sera terminé, les bus ne pourront pas y passer, parce que c'est réservé pour des voitures. Je vous rappelle que le PN36 va être fermé plusieurs mois très prochainement pour des raisons techniques. Donc il y a un souci. Moi, je ne demande pas grand-chose. Je demande qu'on respecte la parole de notre intercommunalité. Quand j'ai accepté 1 800 logements, c'était pour la faisabilité d'Eurêka. Alors qu'au départ, il n'y en avait pas. Je les ai acceptés.

Aujourd'hui, on fait actuellement beaucoup de travail pour implanter. La Ville de Castelnaud elle-même implante des services publics à Eurêka. Où va-t-on ? Est-ce que vous croyez qu'on peut, aujourd'hui, passer sous silence le fait que le mode de transport dans ce secteur, ce seront des bus qui seront à touche-touche pendant des heures avec les voitures ? Ce n'est pas possible. Donc moi je pense que, soit on arrête Eurêka, soit on le dessert. Voilà. Ce n'est pas compliqué. Peut-être que c'est ce qu'on veut : qu'on arrête Eurêka, parce que moi j'écoute beaucoup Chantal MARION, mais un de ces jours, je vais quand même rendre compte ici, au Conseil de Métropole, de tout ce qui se passe en matière économique à Castelnaud, le nombre d'emploi par rapport au ratio population, etc.

Sauf que, quand même, je voudrais dire que chaque fois qu'une entreprise s'installe à Castelnaud, à Montpellier ou ailleurs dans la Métropole, c'est l'intérêt communautaire, et donc nous sommes naturellement ravis de cette évolution des choses. On n'est pas en concurrence, on est simplement dans une volonté de dynamique, dans une volonté de créer des emplois, et dans une volonté de faire en sorte que notre Métropole et nos communes soient à l'avant-garde de l'action économique.

Alors Monsieur le Président, que pensez-vous ? Est-ce que vous allez continuer ce schéma, poursuivre ce schéma, nous imposer ce schéma ? Je vous rappelle que la Ville de Castelnaud, sous ma signature et sous celle de l'actuel Maire, et par délibération du Conseil Municipal, vous a saisi à plusieurs reprises. Nous n'avons jamais eu de retour. Jamais. Pas d'accusé de réception, pas de lettre, rien. Pas du tout. Il y a eu une réunion, à laquelle je ne participe pas puisque je ne suis plus le Maire, où on a découvert un schéma de transport par bus, qui ne correspond en rien à ce que nous souhaitons, et surtout à ce que nous avons décidé.

Alors, moi je pose une question en parallèle. Il y a eu un appel d'offres sur le transport urbain à Montpellier. Il est évident, Monsieur le Président, que si ces variantes, qui naturellement ne sont pas très coûteuses, faisaient partie de l'appel d'offres, je peux comprendre qu'il n'était pas très difficile d'y répondre. En

revanche, j'aimerais savoir qu'est-ce qui avait été prévu dans l'appel d'offres, auquel nous n'avons pas eu accès bien sûr, parce que là, pour nous, cela commence à nous poser un certain nombre de questions.

Moi, je ne vais pas aller plus loin. On n'est pas dans une démarche polémique. On est dans une démarche où il va y avoir 20 000 personnes à Eurêka, et pas de transports en commun. Voilà. Donc si c'est pour refaire la gare bis, où on avait largement le temps de commencer à avancer sur les transports en commun, etc. Permettez-moi de vous dire que ce n'est pas ma vision de la gestion de la commune de Castelnau-le-Lez. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND. Vous êtes un professionnel de la politique, tout le monde le sait.

Jean-Pierre GRAND

Non, je suis un professionnel de l'action, Monsieur.

Monsieur le Président

C'est votre métier.

Jean-Pierre GRAND

Mon métier ce n'est pas celui-là, non.

Monsieur le Président

C'est lequel ?

Jean-Pierre GRAND

Pourquoi répondez-vous comme cela ?

Monsieur le Président

C'est lequel ?

Jean-Pierre GRAND

Mais Monsieur le Président, attendez, deux secondes, deux secondes...

Monsieur le Président

Dites-nous quel est votre métier, Monsieur GRAND !

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Parce que vous faites des leçons de morale en permanence. Dites-nous quel est votre métier !

Jean-Pierre GRAND

Mon métier, Monsieur, c'est que j'étais le collaborateur de Ministres. J'étais conseiller parlementaire.

Monsieur le Président

Vous êtes un professionnel.

Jean-Pierre GRAND

Attendez, laissez-moi finir.

Monsieur le Président

Vous êtes un professionnel, il n'y a pas de honte.

Jean-Pierre GRAND

Et j'ai pris la suite de mes parents, dans les entreprises familiales.

Monsieur le Président

Dites-le.

Jean-Pierre GRAND
Intervention hors micro

Monsieur le Président
Dites-le !

Jean-Pierre GRAND
Cela ne vous intéresse peut-être pas, mais ce n'est pas le sujet.

Monsieur le Président
« *Je suis un apparatchik de la politique.* »

Jean-Pierre GRAND
Me répondre comme cela Monsieur le Président, c'est démontrer effectivement que je disais juste.

Monsieur le Président
« *Je suis un apparatchik de la politique* ». Vous me ferez cent lignes : « *je suis un apparatchik de la politique* ». Jusqu'à ce que cela rentre.

Jean-Pierre GRAND
Monsieur le Président, si c'est votre réponse, elle est pitoyable.

Monsieur le Président
J'ai entendu, j'ai entendu. Ma réponse est que je vous ai entendu.

Jean-Pierre GRAND
Début d'intervention hors micro

2021, 2022, 2023 et à poser des premières pierres. Je n'ai pas compté le nombre de premières pierres potentielles qu'on est en train de poser. Franchement, ce n'est pas cela la Métropole. Pendant ce temps-là, les grandes métropoles avancent. Et Madame MARION pourra nous raconter tout ce qu'elle veut.

Interventions hors micro.

Jean-Pierre GRAND
On reste quand même dans les marges.

Monsieur le Président
Monsieur GRAND, ne détruisez pas l'ambiance sereine de cette assemblée.

Jean-Pierre GRAND
C'est votre réponse ! Votre comportement mérite quand même une réponse.

Monsieur le Président
Ne la détruisez pas, je vous en supplie. Aujourd'hui tout le monde est gentil.

Jean-Pierre GRAND
C'est quand même difficile de faire une réponse convenable, à la hauteur de votre propre réponse.

Monsieur le Président
Vous dérapez. Vous dérapez. Vous monopolisez la parole.

Jean-Pierre GRAND
Intervention hors micro.

Monsieur le Président
Mais si, vous dérapez, vous monopolisez la parole. Mais Madame MARION, que vous avez mise en cause.

Jean-Pierre GRAND
Intervention hors micro.

Monsieur le Président
Mais Madame MARION, que vous avez mise en cause, a l'intention de vous répondre.

Jean-Pierre GRAND
Madame MARION ne m'intéresse pas.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président
Oh ! Et sexiste avec cela. Misogyne en plus.

Jean-Pierre GRAND
Intervention hors micro.

Monsieur le Président
Oh ! Mais quelle horreur. « *Madame MARION ne m'intéresse pas* ».

Chantal MARION
Je demande des excuses, Monsieur le Président. Je demande des excuses.

Monsieur le Président
Madame MARION est donc une élue de deuxième zone.

Jean-Pierre GRAND
Début d'intervention hors micro.
Elle n'a pas le pouvoir de police.

Monsieur le Président
Madame MARION.

Chantal MARION
Monsieur GRAND, j'aimerais que vous me laissiez parler. Premièrement, quand je parle de développement économique, c'est pour la Métropole. Ce n'est pas du tout uniquement pour la Ville de Montpellier. Nous sommes ici au Conseil de Métropole. Deuxièmement, Monsieur GRAND, si vous n'êtes pas content d'avoir des entreprises sur votre territoire, dites-le-moi, je les installerai ailleurs.

Jean-Pierre GRAND
Intervention hors micro

Chantal MARION
Alors, cela ne circule pas, mais c'est général, je suis désolée. Et moi, je n'entends pas une entreprise se plaindre, d'accord ? Alors si vous ne voulez pas Ubisoft, moi je les mets ailleurs. Si vous ne voulez pas les écoles, je les mets ailleurs. Vous devriez être content ! Il y a tellement de Maires qui aimeraient avoir, justement, des entreprises sur leur territoire. Et deuxièmement, si je ne vous intéresse pas, Monsieur GRAND, croyez-moi, que vous, vous ne m'intéressez pas du tout.

Monsieur le Président
Monsieur GRAND, avant de donner la parole à Monsieur MEISSONNIER, je voudrais rectifier une grosse bêtise que vous avez eu l'imprudence de prononcer tout à l'heure. Vous avez indiqué que les Maires n'étaient pas au courant du scénario de déviation Est.

Jean-Pierre GRAND
Intervention hors micro

Monsieur le Président

Ce n'est pas ce que vous avez dit, Monsieur GRAND. Vous avez dit : « *ils n'avaient pas les papiers, ils n'ont pas pu consulter* ». Vous avez dit cela. Les Maires – et vous n'étiez pas là, car vous n'êtes plus Maire de Castelnau, et c'était Monsieur LAFFORGUE – les 31 Maires étaient présents et à l'unanimité, ont voté le trajet de la déviation Est.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Traitez maintenant... Alors les Maires sont des imbéciles ? Mais il n'y a que vous qui êtes intelligent. Eh oui, c'est ça.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Non mais laissez-moi terminer. Quand même, il ne faudrait pas que depuis les bancs du fond, vous dirigiez l'assemblée. Simplement, 31 Maires ont voté à l'unanimité la déviation Est, et le trajet, et le parcours. Nous l'avons proposée au Département de l'Hérault, comme c'est la loi. Et le Département de l'Hérault a pris une autre décision. Voilà la vérité, mais les journalistes l'ont très bien écrit, ça. Mais si, c'est ça. Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Non, c'est vous qui traduisez mal l'histoire. C'est du négationnisme.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, mes chers collègues, je suis très étonné des réactions de Monsieur le Sénateur, de notre Sénateur Jean-Pierre GRAND, concernant la piscine par exemple. Je pense qu'il a une réaction d'enfant gâté. Je le dis, d'enfant gâté. Puisque pendant de nombreuses années, il a bénéficié quand même de pas mal d'aides de notre ancienne Agglomération, voire du District. Il parle de la piscine, mais je crois savoir qu'il y a quand même une piscine sur Castelnau, la piscine Caron, qui, quand elle a été transférée par Monsieur GRAND, a subi de nombreuses réfections, puisqu'on nous l'a transférée... Elle n'était pas dans un état, je dirais, convenable pour assurer convenablement l'accueil des publics. En fait, Monsieur GRAND demanderait, par l'intermédiaire de Monsieur LAFFORGUE, une deuxième piscine sur Castelnau. Je crois savoir que Castelnau, quand même, a été bien servie. Bon, le tramway, c'est vrai qu'il faut faire un deuxième tramway, une deuxième ligne sur Castelnau au niveau d'Eurêka. Il y a eu le transfert de la médiathèque, il a fallu faire aussi la réfection complète de la médiathèque. On ne bénéficiait pas d'une médiathèque telle qu'on peut la connaître maintenant sur Castelnau, la médiathèque Césaire.

Au bout d'un moment, je crois qu'on ne peut pas, et je le répète, demander tout à la collectivité, et qu'il doit y avoir une répartition équitable des investissements, et surtout de tenir compte des budgets de fonctionnement qui sont chers à Max LÉVITA. Nous connaissons le budget de la piscine Caron, notamment en matière de fonctionnement. Ce n'est pas loin de 400 000 euros par an. Donc Monsieur GRAND demanderait, au titre de Frédéric LAFFORGUE, qui est quand même le seul habilité à demander quelque chose, puisque c'est le nouveau Maire, de nouveau un investissement conséquent, alors qu'il y a d'autres collectivités qui sont dépourvues d'équipement métropolitain. Alors que Monsieur GRAND, à l'époque, alors qu'il était Maire et député, a transféré la piscine de Castelnau à la Métropole pour ne pas en avoir le fonctionnement.

Je voulais rappeler aussi à Monsieur GRAND, parce qu'il fait souvent sujet, et je suis principalement concerné, du parc Gérard Bruyère à Baillargues. Puisqu'il a tendance à confondre le kitesurf, le wakeboard, et tout – mais il est évident que dans les salons feutrés du Sénat, on ne parle pas de cela – je lui rappelle que ce parc Gérard Bruyère, c'est un bassin d'écêtement des crues, qui au même titre que certains sujets dans l'Aude, où il y a eu des victimes, est contré par 42 recours. On n'a jamais vu cela. 42 recours ! Et ce bassin d'écêtement des crues qui est là pour sauver, qui est là pour amener la sécurité sur le pôle d'échange multimodal à Baillargues, qui a servi à sortir 40 villas de l'inondabilité. Ce sont donc 40 familles qui dorment plus sereinement par rapport aux épisodes cévenols que l'on connaît. Mais cette situation est contrainte par

l'ouvrage aval, qui subit 42 recours. Donc on est dans le même contexte de sécurité, où on pourrait dire qu'à Baillargues, nous sommes des élus de terrain, des élus de la sécurité. Si Monsieur GRAND, Monsieur le Sénateur veut bien se donner la peine, je l'accueillerai à Baillargues sur le parc Gérard Bruyère pour lui montrer comment fonctionne un bassin d'écrêtement des crues, et par l'occasion, je lui expliquerai comment fonctionne la suppression du passage à niveau, qui était polémique à une certaine époque où il n'a jamais voulu financer, où pendant que Baillargues, je le rappelle, a augmenté les impôts pour mettre en sécurité sa population, Monsieur GRAND diminuait les impôts, lui, en demandant à la Métropole et aux autres collectivités de financer sa sécurité. Voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Ecoutez, je crois que tout a été dit. J'ai entendu. Donc je mets aux voix l'affaire. Ah, pardonnez-moi. Vous avez demandé la parole, Monsieur MOURE, et puis Monsieur ROUILLEAULT. Excusez-moi, je ne vous avais pas vus.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne veux pas rentrer dans des polémiques ou autres. Je pense que la question qui est abordée à l'occasion de cette délibération, elle pose quand même un problème certain, réel, d'importance. Sans vouloir en venir aux calandes grecques, le schéma précédent, en termes de mobilité, prévoyait un certain nombre d'axes déterminants par rapport aux transports en commun. C'était les lignes de tramway, avec tout le complément qu'il y avait sur différents services de déplacement. Le secteur Eurêka était prévu pour être desservi, à terme, par une ligne de tramway ou un service déplacement entre la place de l'Europe et l'arrivée à Montpellier.

Il est vrai que ce n'est pas facile de faire des prévisions, de les réaliser dans les meilleurs délais possibles, d'avoir les financements, les positionnements d'emplacement, etc. d'autant que l'on est sur un secteur urbain au niveau de la grande Métropole qui se développe démographiquement parlant. Cela a été dit dans le prolongement de la French Tech, les entreprises sont intéressées par Montpellier, souhaitent y venir. Elles s'implantent, et quand elles s'implantent, si elles ne repartent pas (en proportion, il y en a peu qui repartent), il est important de pouvoir leur donner toutes les capacités pour se développer, donc d'accueillir du monde qui se déplace, et qui ne loge pas toujours à proximité immédiate des lieux d'activité économique.

Sur le secteur de Castelnaud, puisque c'était l'objet de la discussion, Eurêka et tout son grand secteur sont un pôle important de l'actuelle Métropole, au-delà de la Ville elle-même et de l'ensemble du secteur économique concerné, dans sa diversité. Lattes, cela a été évoqué dans une délibération en début de Conseil, est le deuxième pôle, correspondant, en gros, aux deux grandes Villes de la Métropole, en plus de la Ville centre qu'est Montpellier. Et puis, d'autres secteurs sont déterminants, qui sont moins développés dans la densité mais qui devront passer dans le temps par un aménagement cohérent, fonctionnel, et surtout gagnant du temps par rapport aux délais de réalisation. Ce qui est abordé là, c'est la difficulté, effectivement, à ne pas trop perdre de temps. On a évoqué, après, l'histoire que le barreau Est serait uniquement décalé de deux ans. Tout cela fait du temps, depuis des années qu'on en parle.

Je sais que ce n'est pas facile. Mon genre n'est pas de verser dans la démagogie, de dire « y'a qu'à », « faut qu'on », etc. Ça, c'est trop facile. Mais j'ai eu l'occasion, déjà à plusieurs reprises, d'indiquer – et cela ne concerne pas forcément ce cénacle, ici, celui de la Métropole de Montpellier, c'est valable pour toutes les collectivités en charge de responsabilités d'aménagement de territoire – je crois que le mal principal, c'est de mettre trop de temps à réaliser ce qui est cohérent au niveau des schémas, et qui serait pertinent au niveau de la réalisation. C'est-à-dire déterminer ce qui est vraiment essentiel par rapport à l'ensemble des investissements. Et le cas d'Eurêka, qui était prévu, n'est pas facile à régler. Mais je crois qu'effectivement, on ne peut pas imaginer qu'à terme, on pourra se contenter de distribuer la desserte et l'axer à cette zone économique uniquement avec des bus.

Si on parle des bus à haut niveau de service, il lui faut un emplacement suffisamment adapté pour qu'effectivement, il réponde à sa vocation de haut niveau de service, qui veut dire en premier lieu rapidité. Alors cela prend moins de place que l'emprise d'un tramway, qui lui permet, comment dire, une fréquence et une variété offerte à différents types de populations plus importantes, mais je crois qu'il faut se pencher sur cette nécessité de mieux desservir ce secteur. Il y en a d'autres, cela a été évoqué par Lattes, etc. Donc je crois que notre Métropole se montrerait à la hauteur si elle réussissait, comme dans beaucoup d'autres aspects, à gagner du temps sur ce que l'on fait ailleurs, et qu'ici, on doit faire plus rapidement parce que les choses vont plus vite et qu'on est dans un tissu urbain. C'est le cas des accès à la commune Castelnaud, qui est plus urbanisée

que ce qu'on peut voir.

Il y a quelques années, quand nous sommes allés regarder le type de gare qu'on pourrait planter à la Mogère ou à Sud de France, nous avons visité plusieurs gares à l'extérieur, à l'étranger, dont celle de Liège. Nous sommes allés aussi à Copenhague, pour voir un peu quel était le type d'aménagement. A Copenhague, nous sommes rentrés dans une vision de ce territoire qui était complètement iconoclaste à l'époque. C'est-à-dire que pour desservir une grande zone d'activités économiques, on réalisait en amont, alors même qu'il n'y avait pas d'aménagement, l'équivalent, à peu près, de 15 kilomètres de voies d'accès, de transports en commun. Ce n'est pas possible ici, de le faire dans le secteur qui est concerné, puisqu'il est déjà bâti. Mais mettons toute notre fameuse qualification que nous avons dans la French Tech à trouver des solutions qui soient adaptées dans les meilleurs délais. Parce qu'en attendant, le temps passe. Je ne vous parle pas de l'Ouest. Ce n'est pas l'objet de la délibération. Mais l'Ouest, le Sud, etc., en attendant, le temps passe et les conditions d'accueil et d'accessibilité par les populations des secteurs où ils habitent par rapport aux équipements dont ils ne font pas l'objet, en quelque sorte, ou le bénéfice, commence à poser quand même un certain nombre de difficultés majeures. Donc je pense que le problème qui est posé, ce n'est pas un problème de polémique entre qui a fait ceci cela ou celui qui a demandé, à l'époque, qu'on le prenne en charge. C'est un problème qui se pose réellement dans le quotidien des citoyens et des entreprises.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MOURE. Monsieur ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, je ne voudrais pas revenir sur toute une série de sujets qui ont déjà été débattus, notamment il y a deux Conseils, et reprendre des polémiques qui ont eu lieu. Je voulais juste insister sur deux points.

Le premier est ce qui devait être un tramway 6 dans les prévisions, qui avaient été faites du temps de Georges FRÊCHE et de Jean-Pierre MOURE : relier la future gare TER de Sablassou et le pôle multimodal à Eurêka, au Millénaire et à la Place de l'Europe à Montpellier. Donc, cela intéresse jusque toutes les communes du Nord-Est de l'Agglomération. C'est le premier point.

Le deuxième point, c'est qu'il y a un lien entre cette délibération 30, dont on parle, et la délibération 23, qu'on a tous ensemble votée à l'unanimité, sur la question de la suppression du passage à niveau. Il y a une contradiction entre le tracé de ce que devait être cette ligne 6 et qui doit être un bus en site propre pour être réaliste, et le tracé que nous a proposé la TaM à l'occasion de la délégation de service public qui lui a été reconfiée. Donc, il est très important de voir que, si l'on ne veut pas faire une quatrième étude sur le passage à niveau, il faut enterrer cette proposition de la TaM de faire passer par le passage à niveau ce futur bus, parce qu'il ne serait pas à ce moment-là en site propre, et qu'il augmenterait de 30, 40 ou 50% le coût déjà très élevé du passage à niveau. Donc il faut bien avoir ce lien en tête. J'en reste au sujet technique et sans aucune volonté de reprendre les polémiques.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Vous avez parlé de Sablassou. Savez-vous que la Région abandonne ce projet ?

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas vrai, c'est faux. Au contraire, elle le remet en marche.

Patricia MIRALLES

Ah ! « *En marche* ».

Monsieur le Président

Donc si elle le remet en marche, c'est qu'elle l'avait retiré ?

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Vous pouvez sortir et téléphoner, comme l'autre fois. Je mets aux voix l'affaire 30. Qui est contre ? Qui

s'abstient ? Mais votez contre !

Jean-Pierre GRAND

Vous voulez que je vote contre ?

Monsieur le Président

Ah bon, vous votez pour alors. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Tout ça pour cela.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - QUARTIER CENTRE - IMPLANTATION DU PREFIGURATEUR FRENCH TECH DANS L'ANCIEN HOTEL DE VILLE - MANDAT METROPOLE/SA3M - AVENANT N°1 - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC)

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Madame MARION ? Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

S'agissant naturellement de développement économique, je voudrais redire à Madame MARION que Ubisoft à Castelnau, cela fait plus de dix ans qu'ils y sont, et leur extension naturellement, comme les grosses entreprises, comme Predict et bien d'autres. Donc voilà, je voulais simplement redire cela. Concernant, Monsieur le Président...

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, sur Ubisoft, moi je suis content qu'ils s'agrandissent.

Jean-Pierre GRAND

Oui, moi aussi.

Monsieur le Président

Et je suis content qu'ils soient à Castelnau. On ne peut pas avoir toutes les entreprises à Montpellier. Et puis Castelnau c'est la Métropole.

Jean-Pierre GRAND

Non mais attendez, je ne réponds pas à vous.

Monsieur le Président

Vous n'êtes pas une république libre.

Jean-Pierre GRAND

Mais je réponds à Madame MARION, qui dit tout à l'heure : « *on a mis...* ». Non, elle n'a rien mis, elle n'était pas là. Voilà ! Excusez-moi. Et l'extension, et d'autres extensions qui arrivent, etc. Et peut-être aussi de belles choses qui risquent d'arriver, Monsieur le Président. Ne vous inquiétez pas.

Monsieur le Président

Mais tant mieux.

Jean-Pierre GRAND

On travaille pour la Métropole. On travaille pour nos communes. On travaille pour l'emploi. On travaille pour l'économie. On travaille aussi pour la fiscalité de la Métropole, puisque tout cela rapporte beaucoup d'argent à la Métropole. Moi, ce que je voudrais vous dire Monsieur le Président, et j'y tiens, dans l'affaire que j'ai

soulevée, et je remercie à la fois Jean-Pierre MOURE et Henri ROUILLEAULT, je les remercie.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

C'est l'UMPS.

Jean-Pierre GRAND

Parce qu'effectivement, ils ont effectivement parfaitement bien compris l'enjeu. Ce dossier n'est pas polémique. On vous demande simplement d'appuyer sur le frein pour cette ligne de bus qui ne ressemble à rien, et sur l'accélérateur pour ce qui a été décidé et qu'il faut aujourd'hui mettre en œuvre. Monsieur le Président, c'est 25 000 habitants à Castelnau. Le secteur d'Eurêka, cela va être autour de 15 000 personnes. Est-ce que vous croyez que dans un secteur, dans une commune où il va y avoir plus de 35 000 habitants – je ne réponds pas au Maire de Baillargues

Interventions hors micro.

Jean-Pierre GRAND

On aura 8 000 enfants scolarisés à Castelnau. Cela mérite quand même une piscine. Donc qu'est-ce que je voulais dire, Monsieur le Président. Je voulais vous dire.

Interventions hors micro.

Jean-Pierre GRAND

Que dans cette affaire-là, nous sommes prêts, la municipalité de Castelnau est prête à avoir, avec vous, une réunion de travail sur ce sujet, et le plus rapidement possible.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Madame MARION, souhaitez-vous intervenir sur l'implantation du préfigurateur French Tech ?

Chantal MARION

Oui, avec plaisir. Il revient au sujet. Je croyais que je ne l'intéressais pas. Je pense que je l'intéresse beaucoup, Monsieur le Président.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Arrêtez ! Ecoutez, Monsieur GRAND, dans une assemblée politique, évitez-nous ce genre de réflexion : « vous êtes belle, vous êtes jolie, vous êtes une belle personne. » Franchement, en-dehors OK, mais pas là.

Affaire 31, je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 32 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - RENOUVELLEMENT DE LA PARTICIPATION AU COMITE DE L'EUROVELO 8 DIT « LA MEDITERRANEE A VELO » - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT - PHASE 2 : 2019-2020 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes V. BARTHAS-ORSAL et S. BOUALLAGA sortent de séance.

Mme I. GIANIEL sort définitivement de séance sans donner pouvoir.

M. H. ROUILLEAULT sort de séance donnant pouvoir à M. R. CALVAT.

Mme V. PEREZ entre en séance.

Monsieur le Président

Monsieur PASTOR vous propose le renouvellement de la participation au Comité de l'Eurovélo 8, dit « *la méditerranée à vélo* ». Approbation de la convention de partenariat. Qui demande des explications auprès du Vice-Président Gilbert PASTOR ?

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, avant de passer à la présentation des divers points qui me concernent, je proposerai d'ailleurs une présentation synthétique de tout cela et j'apporterai un peu ma pierre à la contribution au débat qui a eu lieu tout à l'heure, mais au préalable, je voudrais vous dire que j'ai eu le plaisir de vous représenter au congrès EUPIC cette année à Chengdu. L'année dernière quand vous y êtes allé, cela s'est très bien passé, toujours très bien accueilli, il y avait une délégation avec le Président des grés-de-montpellier, une représentante des grés-de-montpellier. Cette fois-ci, il y avait des sociétés aussi, mais c'était un peu plus orienté artisanat et commerce, et surtout tourisme. Et je crois qu'on a bien avancé, puisqu'il y avait la Directrice adjointe de l'Office de tourisme, qui a fait une excellente présentation de la Métropole de Montpellier, après la synthèse que j'avais faite au préalable. Tout cela s'est bien passé.

Mais l'année dernière, quand vous y étiez allé, il avait été décidé de lancer un projet qui allierait à la fois le vin et l'art. Et j'ai eu le plaisir, cette année, de recueillir le fruit – je vais donc vous le remettre – de cette collaboration. Nous avons eu, dès notre arrivée à Chengdu, le privilège d'être invités à déjeuner chez le peintre, Monsieur LUO Fahui, qui était venu à Montpellier dans le cadre de la biennale organisée par les deux FRÊCHE/FRECHES, José et Georges, il y a un certain nombre d'années, qui connaît très bien Montpellier et qui est un peintre de renommée, en Chine. Il vit dans une Cité des arts qu'a bâtie Chengdu, une petite villa de 20 ou 22 pièces, avec piscine intégrée, et des salles d'exposition avec de magnifiques tableaux. Ce qui est frappant, c'est que tous ces tableaux ont toujours une tache de rouge, parce que c'est le rouge qui rappelle la blessure de la révolution culturelle de Mao. Il avait été choisi par les Chinois pour orner une bouteille de vin des grés-de-montpellier. Faire l'étiquette des grés-de-montpellier pour revendre ces bouteilles à Chengdu, à un prix bien entendu plus élevé. En effet, ce que j'ai pu constater, c'est que dans le cadre du vin, avant quand on y allait, le gars vous demandait quel est le prix. Maintenant, il commence à demander : mais qu'est-ce qu'il y a dedans ? Quel est le tènement ? Quel est ceci ? C'est-à-dire que l'éducation que l'on voulait mettre en place, à laquelle Montpellier était très attachée, est en train de porter ses fruits. Les producteurs, nous étions, sur le stand de la France, la seule Ville d'ailleurs était Montpellier au niveau de la France sur le stand de l'Europe, où on avait l'exposition de tous les vins de la Métropole de Montpellier. Je peux vous dire qu'il y avait beaucoup de gens, et cela se passait très bien. J'étais d'ailleurs avec le Président des grés-de-montpellier, Jérôme VIDAL, qui nous accompagnait.

Donc cette bouteille, il a fait un dessin. Il a imprimé les étiquettes, il a envoyé les étiquettes à Montpellier, et ces 3 000 bouteilles sont reparties à Chengdu pour être vendues. J'ai le plaisir de vous en remettre une, c'est du vin grés-de-montpellier, du Mas d'Exindre de Villeneuve-lès-Maguelone.

Monsieur le Président

Regardez ça si c'est beau !

Gilbert PASTOR

Le jour de la grande soirée organisée par la Métropole pour accueillir les coopérateurs et accueillir les producteurs de vin et les importateurs de vin, on lui demandait d'exposer des toiles, mais ces toiles étant très grandes – ça, c'est une toile qui est aussi grande que l'écran – il ne pouvait pas les amener. Il nous a donc envoyé son épouse avec une robe, je peux dire qu'elle était extrêmement bien portée – la robe, et que j'en ai profité pour inviter l'épouse et le peintre à Montpellier, puisqu'ils souhaiteraient que je les remarie au Château de Castries, ce que j'ai accepté avec plaisir. Voilà ce que je voulais vous dire.

Monsieur le Président

Merci à Gilbert de nous avoir représentés à Chengdu. Je rappelle qu'à Chengdu, nous avons loué gratuitement, grâce au Maire de Chengdu, que je remercie, 100 mètres carrés dans la tour sino-européenne, plus un workshop de 30 m² à destination des entrepreneurs de Montpellier et des viticulteurs. Jérôme VIDAL, l'an dernier, lorsque nous y sommes allés, était arrivé à commercialiser 15 000 bouteilles de vin en quatre jours. Je crois qu'aujourd'hui, on est à peu près dans les mêmes étayages.

Gilbert PASTOR

Au dîner de gala, le vin était offert par la Métropole de Montpellier. On a eu donc le plaisir d'être nommés

par le Maire de Chengdu, et être à l'honneur grâce à cela. Alors l'Eurovélo, c'est tout simplement la reconduction de la convention : 600 000 euros, cotisation, les Régions 20 000 euros, les Métropoles 10 000, etc. Il y a le Département. C'est pour aller de, je crois, Cadix en Espagne à chez nous. 5 888 kilomètres, et celui qui mène cela dans la région, en France, c'est la Région PACA.

Monsieur le Président

Qui demande des explications particulières au rapporteur, Monsieur Gilbert PASTOR ? Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Puisqu'on est toujours dans un domaine d'intérêt général élargi, je voudrais vous confirmer qu'en juillet 2018, Madame la Présidente du Conseil Régional a confirmé à la commune de Castelnau le dossier de halte-TER au Sablassou.

Monsieur le Président

On n'a pas été destinataires. Je mets aux voix l'affaire 32. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 33 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ZAC PARC EUROMEDECINE 2 - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N° 11 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes I. GUIRAUD (avec pouvoir de M. E. PETIT), C. LEVY-RAMEAU, B. ROUSSEL-GALIANA, C. MARION (avec pouvoir de Mme S. KERANGUEVEN) et MM. G. BALAZUN, M. J-L COUSQUER et P. BONNAL sortent de séance.

Mme V. BARTHAS-ORSAL entre en séance.

Monsieur le Président

OK. Qui demande des explications ? Monsieur PASTOR.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, avec votre permission, je voudrais, avant d'aborder l'ensemble des dossiers (on ne va pas les passer les uns après les autres), faire un peu une synthèse. Mais au préalable, lors du Conseil quand on a parlé du SCoT, Madame CASSAR m'avait questionné pour savoir combien d'espace avait été utilisé par le développement économique de 2005 à 2014, au moment où j'en étais vice-Président. Je n'ai répondu que partiellement, parce que la mémoire... Je ne me rappelais pas exactement ce qui avait été fait. Je me suis replongé, pendant les vacances, sur ce qui a été fait à l'époque. Je voudrais simplement rappeler une chose : dans cette période-là, sur 10 ans, il a été commercialisé plus de 100 hectares par la SERM ou la SA3M ; que nous avons créé le parc de l'aéroport, à Pérols, Via Domitia, à Castries, avec la Région, Parc Eurêka, le Biopôle, vers Grabels, Jean Mermoz, vers Castelnau, Charles Martel, à Villeneuve-lès-Maguelone, et puis des extensions comme Marcel Dassault, etc. ; on avait construit Cap Oméga, Cap Delta, et le MIBI. On constatera dans le bilan de l'année 2017 qu'on est exactement sur la même logique, c'est-à-dire 10 hectares, en gros, de commercialisés par la SERM ou la SA3M, exactement comme à cette période. On est sur la même logique. Je voudrais aussi rappeler que dans tous ces parcs, beaucoup s'attribuent la venue d'une entreprise ou autre. Mais n'oublions pas que toutes ces entreprises passent d'abord au crible des services de la Métropole, qu'il y a un comité de sélection, qui voit les entreprises, qui les oriente vers les terrains les plus appropriés, en fonction de leur activité, en fonction de ce qu'elles souhaitent au point de vue voies de communication, si elles veulent être près de tel site ou de tel autre, et aussi, quelle surface en fonction des surfaces désirées. Donc tout ce travail a été fait, et en 2017, c'est ainsi que les services ont accompagné 900 projets d'implantation. Mais il n'y en a que 206 qui ont été réalisés sur la Métropole, parce qu'il y en a qui viennent, qui mettent en concurrence avec d'autres territoires, et ils repartent. Il y en a eu 206, ce qui représente en gros 3 500 emplois. Puis il y a eu aussi des entreprises qui rentrent dans notre immobilier, et là c'est, en gros, 1 300 emplois, 150 entreprises que nous avons accueillies dans notre immobilier, ce sont des ateliers relais, ce sont les diverses structures que l'on a, qui sont vers Castelnau aussi.

Actuellement, vingt nouvelles entreprises ont été accueillies en 2017 sur 8,3 hectares de foncier,

correspondant à 1 365 emplois. Mais nous avons en 2017 déjà 17 compromis de vente, qui représentent plus de cinq hectares. La commercialisation des bâtiments, comme Chantal le faisait remarquer, reste dynamique. Mais néanmoins nous avons un petit problème actuellement, c'est pour cela qu'il y avait des terrains qu'il avait fallu mettre au SCoT. Tous les terrains qui nous restent sont des morceaux dans tel ou tel parc. Et on ne peut pas répondre forcément à la demande. Il y en a qui veulent trois hectares d'un coup. A ce jour, je suis incapable de proposer trois hectares d'un coup quelque part dans une zone aménagée. C'est pour cela qu'on avait demandé, dans le SCoT, de réserver de nouveaux emplacements pour pouvoir anticiper, parce qu'il faut toujours anticiper pour pouvoir accueillir, les entrepreneurs de demain. Voilà, en gros, ce que je voulais vous dire en synthèse. Après, si vous voulez des explications complémentaires à chaque parc, c'est le CRAC. Cela demande énormément de travail, mais cela permet de faire un point tel jour ou tel autre.

Monsieur le Président

Merci Monsieur PASTOR. Monsieur REVOL a demandé la parole.

René REVOL

Je ne veux pas du tout commenter l'intervention de Monsieur PASTOR. C'est sur la délibération en cours concernant la ZAC, le CRAC d'Euromédecine 2, pour me féliciter du travail qui a été mené, de présentation et de cohérence avec la Ville de Grabels, par les services de la SERM et de la Métropole. Cette ZAC est effectivement relativement dynamique, mais pas suffisamment, puisqu'il y a un certain nombre de manques, qui font qu'elle est toujours déficitaire. Etant déficitaire, elle pèse naturellement sur les finances de la SERM, et donc de la Métropole. Donc nous avons réfléchi, et la SERM et les services de la Métropole nous proposent, après discussion, une stratégie pour le développement de cette ZAC que nous approuvons. Nous allons faire que la ZAC puisse développer son dynamisme encore plus, notamment en améliorant les voiries qui sont très dégradées quand on les compare aux voiries de la Ville de Montpellier à côté, ou la Ville de Grabels de l'autre côté, et que donc, on a décidé d'une action commune dans ce sens pour redresser les comptes, parce que la Ville de Grabels est particulièrement attachée à l'équilibre des finances de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REVOL. Je prends cela comme un compliment. Compliment, d'ailleurs, qui découle d'un travail partagé entre les services, comme je l'expliquais au journaliste tout à l'heure. Un travail en totale transparence avec les services d'urbanisme des Villes. Lorsque nous passons une affaire au titre de l'urbanisme ou de l'aménagement des parcs d'activité, c'est que nous avons l'aval du Maire de la commune. C'est le Pacte de confiance des Maires. Eh oui ! Reprenez le Règlement.

Gilbert PASTOR

D'ailleurs, dans ce cas, pour compléter ce que dit Monsieur REVOL, initialement, il n'y avait pas de logement prévu dans cette ZAC. Et c'est à la suite, justement, des problèmes, des discussions, que d'un commun accord, un avenant a été voté il y a deux ou trois ans, je ne me rappelle pas exactement quand, pour pouvoir justement, en lisière, accueillir du logement et permettre donc d'occuper correctement cette ZAC.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 33. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 34 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - PARCS D'ACTIVITES MARCEL DASSAULT ET SA PREMIERE EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N°12 DE PROROGATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 35 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ZAC MARCEL DASSAULT DEUXIEME EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N°7 - RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 36 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE -PARC D'ACTIVITES DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ETUDES ET DE REALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITES DU SALAISON CONFIE A LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION (avec pouvoir de Mme S. KERANGUEVEN) et M. G. BALAZUN entrent en séance.

Monsieur le Président

Monsieur PASTOR.

Gilbert PASTOR

Ça, c'est un exemple qu'il faut citer ! La Métropole, en collaboration avec la Ville de Vendargues, avec l'association des entrepreneurs du parc d'activités – et ce n'est pas d'aujourd'hui, il y a eu toute une concertation où on a choisi de rénover ce parc, et la Métropole y a investi des sommes importantes, de mémoire, j'allais dire huit...

Monsieur le Président

Sept millions d'euros.

Gilbert PASTOR

Je n'étais pas loin. Sept millions d'euros en refaisant les voiries, en refaisant les trottoirs, mais ce qui a aussi permis de faire du réinvestissement urbain, puisque c'est 40 entreprises qui se sont réinstallées sur ce parc d'activités, créant en gros 400 emplois.

Monsieur le Président

600 emplois, Monsieur PASTOR.

Gilbert PASTOR

Ça, c'est à la FRÊCHE.

Monsieur le Président

Non, non. 40 entreprises, 600 emplois et sept millions d'euros.

Gilbert PASTOR

Il ne reste plus grand chose à faire. On est en train de traiter le devant de la nationale RN613, et après,

logiquement, on devrait pouvoir passer au parc d'activités Marcel Dassault. Je vous le rappelle, historiquement, les deux parcs qui n'étaient pas sur Montpellier, c'était Vendargues/Salaison et Marcel Dassault/Saint Jean de Védas. Ce n'est qu'après, avec la Communauté d'Agglomération, qu'on a commencé à éclater les parcs pour rapprocher les emplois des habitants.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 36. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 37 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - PARC D'ACTIVITES CHARLES MARTEL - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°6 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. MOYNIER sort de séance.

Mme I. GUIRAUD (avec pouvoir de M. E. PETIT) entre en séance

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Vendargues dit qu'il n'a pas le tramway, lui.

Monsieur KRZYZANSKI, Monsieur TORTORICI et Monsieur LEVITA ne prennent pas part au vote.

Monsieur le Maire de Villeneuve.

Noël SEGURA

Je voulais remercier Christophe PEREZ, son directeur et toutes les équipes de la SERM et de la SA3M pour tout le travail qui a été fait, ainsi que la Métropole. Remercier aussi Chantal MARION, qui a été à l'origine de l'extension Charles Martel 2, et Gilbert PASTOR qui continue brillamment. C'est un travail d'équipe dans un souci d'économie et de biodiversité qu'il faut partager. J'en profite pour remercier SupAgro, également, d'avoir concédé quelques terrains pour, peut-être, y mettre du mouton. Economiquement parlant, cela peut être pas mal non plus.

Gilbert PASTOR

Ce n'était pas facile de le faire, parce qu'il n'était pas très grand.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 37. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 38 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (EXERCICE 2017) - AVENANT N° 1 - CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 39 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVERUNE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (EXERCICE 2017) - AVENANT N°6 - RAPPORT SPECIAL SUR LES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

M. J-L SAVY entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 40 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VAES) ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - CONCESSION D'AMENAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE LOCALE - APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 41 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ZONES D'ACTIVITES GAROSUD ET EXTENSION A MONTPELLIER ET LATTES - CONCESSION MONTPELLIERMEDITERRANEE METROPOLE / SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (EXERCICE 2017)

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Les administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 42 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER -SECTEUR CAVALADE - MANDAT D'ETUDES A LA SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 43 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER - PORT MARIANNE PORTE DE LA MEDITERRANEE - ODYSSEUM - CONCESSION D'AMENAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE - AVENANT N°4 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 44 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC HIPPOCRATE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 45 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC ODYSSEUM EST - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N°1 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 46 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - CONCESSION PARC 2000 - EXTENSION ET VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICE (VEAS) - COMMUNE DE MONTPELLIER - AVENANT N°10 - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. MOYNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, ce VEAS est occupé à 95%.

Monsieur le Président

Très bon résultat. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 47 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - CONCESSION PARC 2000 - DEUXIEME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - AVENANT N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. T. DEWINTRE, M. R. REVOL et C. MEUNIER (avec pouvoir de Mme C. DONADA) sortent de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 48 : LOGEMENT - DIAGNOSTIC DE L'OCCUPATION DU PARC LOCATIF SOCIAL - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES ORGANISMES D'HABITATIONS A LOYER MODERE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes S. BOUALLAGA, C. LEVY-RAMEAU, B. ROUSSEL-GALIANA, MM. T. DEWINTRE et J-L. COUSQUER entrent en séance.

Monsieur le Président

Monsieur BREYSSE vous propose de faire le diagnostic de l'occupation du parc locatif social et la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organismes d'habitations à loyer modéré. Qui demande des explications au Vice-Président Thierry BREYSSE, Maire de Courdonterral ? Monsieur BREYSSE, vous allez nous expliquer un peu de quoi il s'agit, en sachant que j'informe – vous l'avez vu dans la presse – que la Direction générale de ACM habitat va changer. Claudine FRÊCHE interrompt son activité à la fin de l'année. Depuis le 15 octobre, Monsieur Stéphane BOUBENNEC a pris ses fonctions auprès de Claudine FRÊCHE comme une forme de tuilage, et prendra la direction totale et complète à partir du 1^{er} janvier 2019. Monsieur BREYSSE.

Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, mes chers collègues, cette convention a pour objet d'encadrer la transmission des données rendues anonymes sur l'occupation du parc social réalisée par les bailleurs sociaux, donc c'est très important. Cette transmission va permettre de réaliser les diagnostics pour élaborer une future convention intercommunale d'attribution, et travailler dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

Monsieur le Président

Conférence intercommunale du logement mise en place par Monsieur le Préfet. Madame DARDE a demandé la parole.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je me félicite que nous puissions enfin lancer cette étude sur l'occupation du parc social, en application de la CIL, parce que nous avons, comme vous le savez tous, des besoins sociaux très importants. Nous avons un parc social qui s'agrandit, qui vieillit dans certains quartiers, avec parfois une absence de mobilité des habitants. Donc j'aimerais bien que dans ce diagnostic, on puisse

effectivement examiner la mobilité, c'est-à-dire le délai moyen d'occupation des logements avec l'adaptation des logements à l'occupation réelle des familles. Il m'arrive souvent de recevoir des demandes de personnes qui sont installées dans de grands logements et qui n'ont plus les moyens de financer des loyers, donc il faut vraiment que nous fassions bouger les choses. J'aimerais que nous ayons une vision approfondie sur les personnes en situation de handicap et la réalité de l'adaptation des logements au handicap, car les logements sociaux dits « adaptés » ne sont pas toujours adaptés. Les personnes en fauteuil, notamment, ont souvent de grandes difficultés à tourner dans leur appartement, dans leur chambre, à accéder à l'entrée, les portes d'entrée ne sont pas adaptées. Donc j'aimerais qu'on ait une vision très précise des logements dits « adaptés », et de l'occupation de ces logements par des personnes en situation de handicap. Je pense que c'est important pour nous de pouvoir améliorer la réponse que nous apportons sur l'ensemble des territoires de la Métropole. Donc j'attends avec beaucoup d'intérêt ce diagnostic, et j'espère que nous aurons une discussion avec l'ensemble des communes sur la façon dont nous pourrions améliorer la gestion de ces logements sociaux. Merci.

Thierry BREYSSE

Effectivement, cet outil va permettre d'améliorer l'accueil des personnes dans les logements sociaux. L'intérêt, c'est que chaque commune pourra être intégrée dans ce projet, qui est un projet important.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 48. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 49 : LOGEMENT - PLAN LOGEMENT D'ABORD - CONVENTION D'OBJECTIF 2018-2019 ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de la convention d'objectifs signée avec l'Etat, puisque nous sommes l'une des Villes pilotes sur le logement d'abord, pour le logement des plus démunis. C'est à ce propos que j'avais reçu le Ministre, Monsieur Jacques MEZARD. Maintenant, ce Ministère a changé. Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 50 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 124 LOGEMENTS SOCIAUX SUR LES COMMUNES DE LATTES ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE / ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER (avec pouvoir de Mme C. DONADA) entre en séance.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 77 voix.
Ne prend pas part au vote : 7 voix.*

AFFAIRE N° 51 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 64 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE SOCIALE « FRANÇOIS VILLON » ET FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « LES ESCHOLIER » - AVENUE DE LODEVE - MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER sort de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

Ne prend pas part au vote : 7 voix.

AFFAIRE 52 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « SAINT ROCH » - RUE DE LA CITÉ SAINT ROCH À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 53 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS "COURREAU/ FIGUEROLLES /NORD ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 3 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix l'affaire 53. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 54 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 59 LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 55 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - LANCEMENT D'UN APPEL A PROJETS POUR LES ACTIONS COLLECTIVES 2019

*Mme C. PANOS, MM. M. FRAYSSE et G. PASTOR sortent de séance.
MM. P. BONNAL, B. TRAVIER et R. REVOL entrent en séance.*

Monsieur le Président

Madame YAGUE vous propose le fonds d'aide aux jeunes et le lancement d'un appel à projets pour les actions collectives, qui traiteront du logement, qui traiteront de l'insertion, de l'inclusion, et de la santé. Qui veut des explications auprès de Madame YAGUE ? Madame DARDE, vous avez la parole.

Catherine DARDE

Merci Monsieur le Président. Je vais effectivement reprendre ce sujet, que j'ai déjà évoqué plusieurs fois pour appeler votre attention sur la politique sociale que nous conduisons au sein de la Métropole. Nous sommes actuellement dans un diktat de la Ville et du CCAS de Montpellier, qui s'arroge le droit de décider sans concertation avec les autres communes, des priorités en ce domaine. Le fonds d'aide aux jeunes en est un exemple. Depuis le transfert de ce fonds par le Département à la Métropole, seule la Ville de Montpellier est représentée au Comité de pilotage, et décide donc unilatéralement des orientations. Regardez, on apprend ainsi en commission la création d'un Lab social, associant la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et la Métropole. Mais qui représente la Métropole et les 30 autres communes, en-dehors de Montpellier ? Lorsqu'on interroge l'élue en charge de ces questions, elle nous répond sans cesse que nous devons financer en sus pour participer. Quelle belle image donnée du fonctionnement d'une intercommunalité ! Alors que les fonds qui ont été transférés du Département à la Métropole, pour le fonds d'aide aux jeunes, concernent tous les jeunes du territoire métropolitain, et pas uniquement ceux de Montpellier.

Monsieur le Président, je vous le dis, la politique sociale conduite au niveau de la Métropole est définie et conduite avec le seul prisme de Montpellier, mais il se pourrait que nous ayons aussi des idées et des attentes dans les autres communes. Je dirais même plus : ce qui existait avant le transfert des compétences à la Métropole est laissé aujourd'hui à l'abandon, et ce n'est pas la faute des services qui ne demandent qu'à avancer. Regardez l'aire d'accueil intercommunale des gens du voyage, installée à Castelnaud. Depuis le transfert, il ne reste rien des actions sociales qui ont été conduites auprès de ces populations. Seule demeure, heureusement, la scolarisation des enfants dans les deux écoles du Crès et de Castelnaud grâce à l'intervention des deux Maires. Mais quid des visites de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) ? Quid des interventions de l'association Coup de pouce ? Plus rien. Les consultations de l'assistante sociale se font maintenant dans le bureau du responsable. Et ne me dites pas que le local antérieur était insalubre ! En fait, il a été vandalisé en août, et vous n'avez pas été en capacité de le remplacer à ce jour. Monsieur le Président, je vous le demande : mettre en place une véritable concertation intercommunale sur toutes ces questions qui concernent les élus de toutes les communes, et pas uniquement celle de Montpellier. Merci.

Monsieur le Président

Madame DARDE, Madame DARDE... Je suis très étonné de ce que vous venez de dire. Cela m'étonne d'autant plus que vous êtes du métier. Vous nous reprochez la non-intervention de la PMI. Mais la PMI, c'est le Département ! Ce n'est pas la Métropole.

Catherine DARDE

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Mais attendez, la PMI, c'est la compétence du Département, mais certainement pas de la Métropole. Je suis vraiment très étonné. J'espère que vous n'avez pas traité les affaires de l'Agence Régionale de Santé (ARS) quand vous étiez en activité avec la même légèreté, Madame DARDE. Parce que la PMI est la compétence du Département, pas de la Métropole. J'ai été 17 ans conseiller général, je ne peux pas entendre dire cela. Enfin, quand même, c'est hallucinant ! Madame YAGUE, poursuivez.

Catherine DARDE

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Mais non, c'est ce que vous avez dit. Cela devient chronique, entre vous et Monsieur GRAND. Vous dites des choses, et puis vous dites : « *oh non, je ne les ai pas dites* ». Mais si, vous les avez dites ! Vous avez dit la PMI. Madame YAGUE, allez-y, expliquez.

Catherine DARDE

Intervention hors micro

Annie YAGUE

Si on me laisse répondre, je vais pouvoir prendre la parole.

Monsieur le Président

Mais allez-y, même s'ils ne vous laissent pas répondre, allez-y. Comme au *Parti Socialiste*, à fond devant.

Annie YAGUE

Donc Madame DARDE, Monsieur l'ex-Maire de Castelnau-le-Lez, Monsieur notre Sénateur, on sait qu'à Castelnau, vous êtes parfaits, que vous ne faites aucune erreur, et que quand c'est vous qui conduisez les actions, elles sont toujours formidables. Aujourd'hui, je suis encore désolée de vous rappeler, Madame DARDE, que c'est moi qui occupe le poste que vous occupiez avant. Donc tout ce qui n'a pas été fait avant n'est toujours pas fait, selon vous. OK.

On revient sur quelques points. Sur le FAJ, nous vous avons expliqué à plusieurs reprises que ce n'est pas nous qui avons fait le Règlement du FAJ. Ce Règlement du FAJ existait. Vous persistez à dire que, étant membre de la Métropole, vous devez avoir votre mot à dire. Mais la Métropole a repris la compétence qui a été transférée par le Département. La Métropole est représentée aujourd'hui par Monsieur le Président, et par sa représentante, c'est-à-dire moi-même. Donc je vous représente, Madame DARDE, ainsi que les 31 communes, auprès des instances du FAJ. Je vais vous lire quand même le règlement, puisque vous n'avez pas l'air de me croire : *« le Comité de pilotage est une instance de concertation chargée d'identifier les besoins et les actions à mettre en œuvre, d'évaluer le dispositif annuellement, - annuellement- de débattre les orientations à prendre sur le dispositif afin de mieux l'adapter aux besoins des jeunes et du territoire. Le comité de pilotage évalue les activités menées dans le cadre des actions collectives mises en œuvre et décide de leur renouvellement. Il réunit l'ensemble des « financeurs » du fonds, ainsi que les opérateurs et associations agréés. La présidence est assurée par le Président de la Métropole ou son représentant - votre serviteur. Il se réunit une fois par an. Le secrétariat est assuré par la cellule FAJ3M. Le Comité de pilotage est composé du Président de la Métropole ou de son représentant, du Maire des communes « contributrices » ou de son représentant, d'un représentant des CCAS des communes « contributrices », d'un représentant de la MLJ3M, d'un représentant de Pôle emploi, d'un représentant de l'Etat, - la DDCS et la DIRECCTE ».* Donc Madame DARDE, faites-vous partie de ces critères-là ? Non. Est-ce que Castelnau fait partie de ces critères-là ? Non. Qu'est-ce que vous suspectez ? Vous suspectez qu'on ne défende pas vos intérêts, qu'on défende les intérêts des 31 communes ? Vous êtes la seule, à chaque fois, à remettre cela sur le tapis. C'est quand même incroyable !

Enfin, pour mémoire, je tiens quand même à signaler que la commune de Castelnau concentre 23% des aides apportées aux jeunes de la Métropole hors Montpellier, et que donc ces intérêts ne sont pas du tout en danger, puisque si l'on compare la population de Castelnau par rapport au reste de la population des 30 communes hors Montpellier, elle est bien au-delà, cette aide, des à peu près 10 ou 12% que représente la population de Castelnau.

Sur les aires des gens du voyage, je vais quand même vous reprendre, parce que je trouve assez inadmissible que vous prétendiez avoir installé un travail social sur l'aire d'accueil des gens du voyage de Castelnau, qui est maintenant métropolitaine. Je vous l'ai dit la dernière fois : les conditions de travail pour les travailleurs sociaux n'étaient pas acceptables, et aujourd'hui, nous sommes dans l'obligation d'agrandir l'aire d'accueil des gens du voyage, en tout cas, pour pouvoir accueillir un travailleur social et lui permettre de faire un travail décent. Oui, Madame DARDE, quand vous n'êtes pas là, la machine continue à tourner, et même, elle avance très vite ! Merci.

Monsieur le Président

Ecoutez, on ne va pas continuer. Chacun a dit ce qu'il avait à dire maintenant. Je crois qu'on est au clair.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Moi, ce que je regarde, et ce que je remarque, c'est que quand je vais à Castelnau, tous les Castelnaudviens viennent m'embrasser. C'est quand même bizarre, ça. Et après, je vois des élus de Castelnau qui passent, personne ne leur dit bonjour. C'est bizarre quand même. Donc continuez, allez-y, criez !

Affaire 55. Contre ? abstention ?

Jean-Pierre GRAND

Rendez-vous en mars 2020 !

Interventions hors micro

Monsieur le Président

Non mais voilà, Monsieur GRAND a déclaré sa candidature à Montpellier ! J'en étais sûr. Après avoir essayé et poursuivi Monsieur ALTRAD de ses assiduités, pour qu'il se présente, le tenant par la main au Cercle Mozart, pour le présenter, ici à un entrepreneur, là à une professionnelle libérale. Après avoir essayé quand il a vu que Monsieur ALTRAD n'était pas tout à fait chaud avec le Président de la Chambre de Commerce, qui n'était pas du tout chaud non plus, inquiet même, il se dit : « *finalément, je suis la seule solution pour contrarier Philippe SAUREL. Je deviens la solution.* » Mais oui Monsieur GRAND, vous êtes la solution ! Il faut que vous soyez candidat à Montpellier. Je vous incite à préparer votre candidature. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 56 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - HARMONISATION DES CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme E. LLORET sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme R. ILLAIRE.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 57 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE POLE RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS SOCIALES - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit là toujours de Madame ILLAIRE, avec la Ville de Montpellier et la Métropole, sur des conventions de service commun pour le pôle Ressources humaines et relations sociales. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 58 : RESSOURCES HUMAINES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) RELATIVE A L'ORGANISATION DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. YAGUE et M. R. YOUSSEF sortent de séance.

MM. M. FRAYSSE et G. PASTOR entrent en séance.

M. F. ABERT sort définitivement de séance sans donner pouvoir.

Monsieur le Président

Monsieur BARRAL vous présente une convention de partenariat entre la Métropole de Montpellier et le Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle, le CASSC. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Rosy BUONO, Mme Catherine DARDE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme

Régine ILLAIRE, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

Ne prend pas part au vote : 8 voix.

AFFAIRE N° 59 : RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE - MODALITE D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLEMENTAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Régine ILLAIRE, Vice-Présidente ? Monsieur GRAND vous demande des explications, Madame ILLAIRE. Allez-y, Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Je ne vais pas vous demander des explications mercantiles. Quand on a été Maire le temps que je l'ai été, je sais ce qu'il convient de dire, et surtout ce qu'il ne convient pas de dire. Je veux simplement vous dire, Monsieur le Président, que j'ai posé une question. Je vous la poserai par écrit, de toute façon, vous verrez que de façon officielle, vous serez obligé de répondre.

Interventions hors micro

Jean-Pierre GRAND

Je voudrais connaître de façon exacte, parce que nous mesurons la machine de guerre que vous avez montée contre nous, sauf que nous, on la paye votre machine de guerre. Nos communes la payent. Et quand une commune la deuxième de Montpellier, la deuxième de l'Agglomération, qui quand même dans le mandat donne beaucoup de crédit, moi je voudrais savoir...

Monsieur le Président

Mais Monsieur GRAND, on n'a pas de machine de guerre nous. On n'a pas de parti politique. Vous êtes aux *Républicains*...

Jean-Pierre GRAND

Je reviens sur la question. Moi je veux connaître exactement, Monsieur le Président, la composition du Cabinet mutualisé, l'affectation des postes, et tout ce qui va avec. Je vous l'envverrais par écrit si vous en avez besoin, si c'est nécessaire, mais cela fait deux fois que je pose la question, voire trois.

Monsieur le Président

Dites-moi, Monsieur GRAND. Vous dites qu'on a une machine de guerre, mais nous, on n'a pas de parti politique, rien du tout. Vous faites partie des *Républicains*.

Jean-Pierre GRAND

C'est vrai que vous avez lâché *En Marche* comme de vieilles chaussettes, ça c'est vrai.

Monsieur le Président

Mais je n'ai jamais été *En Marche*, moi. Je n'ai jamais été membre d'*En Marche*. Jamais !

Jean-Pierre GRAND

Pourquoi avez-vous changé de nom de groupe ?

Monsieur le Président

Mais par contre, vous, vous êtes toujours membre des *Républicains*.

Jean-Pierre GRAND

Oui. Moi je suis gaulliste, je n'en change pas.

Monsieur le Président

Voyez, voyez.

Interventions hors micro

Jean-Pierre GRAND

Dites-moi pourquoi vous avez enlevé « *En Marche* » sur le label pour le remplacer par « *Socialistes* » ?

Monsieur le Président

Je n'ai pas mis « *Socialistes* ».

Interventions hors micro

Monsieur le Président

Mais Monsieur GRAND, oh là là. Si vous voulez dire que je suis socialiste, je vous dis oui ! Je suis socialiste. Mais libéré. Libéré.

Jean-Pierre GRAND

Pourquoi avez-vous enlevé « *En Marche* » ? Je ne comprends pas.

Monsieur le Président

Parce que nous avons fait le SCoT. Parce que nous avons déployé un projet magnifique qui s'appelle « *Montpellier Territoires* », que vous avez voté à l'unanimité, et que maintenant, il faut rassembler l'ensemble du territoire. *Montpellier, Territoires Pluriels*. Qu'est-ce que c'est beau !

Jean-Pierre GRAND

Attendez, vous vous foutez de nous ? Vous divisez seconde après seconde. Vous ne rassemblez pas.

Monsieur le Président

D'ailleurs Monsieur GRAND, puisqu'il n'y a plus « *En Marche* », vous pourriez rentrer dans notre groupe.

Jean-Pierre GRAND

Mais vous savez que tout le monde pourrait rentrer dans un groupe. On ne prend pas de risque.

Monsieur le Président

Mais venez, nous on vous attend.

Jean-Pierre GRAND

Mais le problème qui se pose, Monsieur le Président, c'est que nous on veut savoir pourquoi vous avez planté « *En Marche* ». Voilà !

Interventions hors micro

Monsieur le Président

Venez dans notre groupe. Vous serez bien, vous serez mieux. Parce que là vous êtes tout seul, vous perdez un peu pied.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Mais c'est vous qui, mais vous n'avez pas voulu ! Mais Monsieur GRAND, vous n'avez pas voulu venir dans ce groupe parce qu'il y avait marqué : « *En Marche* ». Or, vous êtes dans un groupe où il y a des *En Marche*. Vous pouvez m'expliquer la logique ? Maintenant qu'on a enlevé tous les noms de partis politiques, la porte est ouverte, Monsieur GRAND. En deux battants, comme le Temple de Jérusalem. Bon, cher Maire de Lattes, vous qui arrivez à comprendre un peu les situations.

Jean-Pierre GRAND

Vous avez lâché le Président de la République, vous regardez les sondages, quand ils ne sont pas bons, hop, vous partez.

Monsieur le Président

Mais moi je suis toujours très ami avec le Président de la République. Mais je n'ai jamais été *En Marche*.

Cyril MEUNIER

Mon cher Président de Métropole...

Monsieur le Président

Mais d'ailleurs, au Département, il y en a aussi qui sont *En Marche*. Dans le groupe *Socialiste* à la Mairie, il y en a aussi qui sont *En Marche*. Madame HART, elle a la double nationalité. Elle est *PS* et *En Marche*. Donc tout le monde est *En Marche*. Donc maintenant, comme on n'y comprenait plus rien, qu'il y avait *des En Marche* partout, j'ai dit : « *écoutez, nous allons faire preuve d'union et de consensus*. Montpellier, Territoires Pluriels, *tout le monde est content. Revenez, venez, les brebis dispersées* ».

Cyril MEUNIER

Mon cher Président de Métropole, puisque vous m'avez traité de « *mon cher Maire de Lattes* », vous me prêtez des capacités de compréhension que je n'ai pas. Il y a 16 mois, vous nous avez expliqué...

Monsieur le Président

Vous êtes le phénix du Sud de la Métropole, Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Merci beaucoup Monsieur le Maire. Mais laissez-moi finir, quand même...

Monsieur le Président

Vous êtes tellement fort que vous vous voyez Président de la Métropole en 2020. Vous l'avez écrit. C'est ancré dans une démarche ancienne, puisque déjà du temps de Madame MANDROUX et de Monsieur MOURE, vous vouliez dessouder Monsieur MOURE. Vous vouliez *déflinguer* Monsieur MOURE comme Président. Je m'en souviens.

Cyril MEUNIER

Tu te souviens que j'ai essayé de te *déflinguer*, Jean-Pierre ?

Monsieur le Président

Et quand Monsieur FRÊCHE était Président...

Cyril MEUNIER

Oui, j'ai essayé de *déflinguer* Monsieur FRÊCHE aussi.

Monsieur le Président

Vous avez essayé de le convaincre que vous étiez son meilleur successeur. Et vous l'avez fait avec Madame MANDROUX aussi. Ne me racontez pas des histoires, j'y étais ! J'ai assisté aux conversations. Et ici, il y en a plein qui y ont assisté.

Cyril MEUNIER

Début d'intervention hors micro.

J'ai du mal à vous écouter et à vous comprendre. Je ne comprends plus le langage « *saurelien* », mon cher Président. Il y a à peu près 16 mois, jour pour jour, vous nous expliquiez qu'il fallait à tout prix arrêter 52 ans de gestion de notre intercommunalité de façon non partisane pour engager notre Métropole dans la nouvelle dimension politique ouverte par Emmanuel MACRON. Je ne juge pas la politique d'Emmanuel MACRON, je ne viendrai pas vous donner mon avis sur oui ou non, fallait-il ou faut-il soutenir Emmanuel MACRON. Ce n'est pas le débat. Vous nous avez expliqué, il y a 16 mois, qu'il fallait à tout prix arrêter 52 ans de gestion de l'intercommunalité de façon non partisane, où chacun, quelle que soit son étiquette, ou son absence d'étiquette comme moi, pouvait intervenir à son niveau et au niveau qui lui était donné par l'assemblée dans le fonctionnement. Nous avons été un certain nombre à vous dire que non, on ne marchait pas dans cette logique de politisation de la Métropole. Vous nous avez demandé de démissionner. On a dit non. Et vous avez fait en sorte qu'une majorité, et c'est la démocratie, et je la respecte...

Monsieur le Président

Mais vous dites des mensonges.

Cyril MEUNIER

Dans n'importe quel règlement, il est demandé de pouvoir finir.

Monsieur le Président

Je ne vous ai pas demandé de démissionner. C'est vous qui n'avez pas voulu rejoindre le groupe. Eh oui !

Cyril MEUNIER

Non, c'est faux. Président, vous nous avez demandé de démissionner, on a refusé. Sauf l'un d'entre nous, qui a accepté de démissionner. C'était, je crois, le Maire de Saint Georges d'Orques qui a accepté de démissionner. Nous on a refusé, et la majorité – et je respecte la majorité du scrutin – a fait que nous ne sommes plus, pour certains d'entre nous, Vice-Présidents, que certains ont perdu leur délégation. Dont acte. 16 mois après...

Monsieur le Président

Et leurs indemnités.

Cyril MEUNIER

Mais moi, les indemnités ne m'ont jamais posé problème. J'ai mis 30 secondes à répondre à Christian FINA quand il m'a appelé. 30 secondes. Christian, tu peux en témoigner. Je t'ai dit : « *Christian, je ne suivrai pas* », et l'indemnité ne m'a pas fait fléchir.

Monsieur le Président

Donc, vous venez d'avouer que c'est vous qui n'avez pas voulu venir. C'est énorme quand même ! Dans la même phrase, vous dites deux choses inverses.

Cyril MEUNIER

Mais pas du tout.

Monsieur le Président

Mais vous êtes menteur.

Cyril MEUNIER

Si moi j'ai des complications à vous suivre, vous avez des complications à nous écouter. J'ai volontairement refusé la politisation. J'ai refusé la politisation de la conduite de la Métropole, comme un certain nombre d'entre nous, et maintenant, 16 mois après, vous refaites un groupe, et vous avez raison. On pourrait revenir, parce qu'il n'y a plus aucune référence à quoi que ce soit. Ciao MACRON, Ciao la politisation impérieuse, où on ne comprenait rien, on était des vieux cons – ou des vieilles connes, excuse-moi – on ne comprenait plus rien. Maintenant, MACRON est arrivé, les Métropoles n'étaient plus des EPCI, il fallait à tout prix politiser la chose, il fallait qu'on annule nos étiquettes, quand on en avait. Moi, cela ne me gênait pas : je n'en avais pas. Et il fallait qu'on rentre dans une *macronie* débordante d'amour pour une nouvelle forme de politique. Et 16 mois après, fini MACRON, finie la politisation obligatoire des Métropoles.

Moi je maintiens : une Métropole, c'est un EPCI. Un EPCI, c'est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale. Je respecte tous les Vice-Présidents qui ont pris les fonctions, y compris celles qu'on avait avant. Je pense que le travail, ils le font en honnêteté. J'en ai marre de ces accusations sur les uns ou sur les autres, ces débats, ces accusations sur les personnes, comme quand vous dites à Jean-Pierre GRAND qu'il n'a pas de travail. C'est entièrement faux. Il a eu une carrière dont beaucoup ici pourraient s'enorgueillir, aussi bien dans le privé en gérant les affaires de ses parents. C'est à moi de prendre sa défense une bonne fois pour toutes, et qu'on arrête les bêtises et l'irrespect vis-à-vis des élus. D'accord ?

Monsieur le Président

Merci Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Moi je dis juste que je m'associe au niveau de la commune de Lattes. Avec le groupe majoritaire de Lattes, nous vous demandons – et on le fera par écrit au même titre que la commune de Castelnau – l'état actuel du Cabinet et le coût du Cabinet mutualisé. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Faites-le. Faites-le par avocat, c'est mieux !

Cyril MEUNIER

Non, non, on le fera par lettre.

Monsieur le Président

Si, envoyez-moi des lettres d'avocat. C'est encore mieux.

Cyril MEUNIER

Mais non. Ecoutez, vous voulez que je vous donne un exemple ? Vous n'avez pas voulu suivre sur le concours Lépine, d'accord ? Qu'est-ce que j'ai fait en septembre ? Je vous ai envoyé un courrier. Un courrier vous disant : *« bon, vous n'avez pas suivi, mais moi je pense que la Métropole doit être présente au concours Lépine. J'ai un stand payé par la commune de Lattes. Amenez les services de la Métropole sur le stand »*. Vous m'avez répondu le 3 octobre. Le courrier est arrivé le 12 octobre, c'est-à-dire trois jours avant la fin de la foire, en me remerciant de proposer que la Métropole vienne sur le stand de Lattes. Et après, je me fais accuser d'avoir fait de la récupération. Eh bien oui, c'est la commune de Lattes qui a fait venir le concours Lépine sur la Foire de Montpellier.

Monsieur le Président

Mais vous n'avez pas fait de récup.

Cyril MEUNIER

Avec l'aide de la Région, merci à Carole DELGA. Merci à Kléber MESQUIDA, et merci à Montpellier Events, que vous présidez. D'ailleurs, on était assis côte à côte. Et quand vous m'avez dit : *« je ne prends pas la parole »*, je vous ai dit, rappelez-vous : *« Philippe, pourquoi tu ne prends pas la parole ? Montpellier Events a financé. »* Tu m'as dit : *« non, non, je ne prends pas la parole »*. Et si vous aviez répondu, en temps et en heure, à ma proposition, et si votre Cabinet mutualisé avait appelé comme c'était écrit dans votre courrier, eh bien nous aurions pu avoir les services de la Métropole sur le stand du pôle autonomie santé, parce que le pôle autonomie santé, c'est Montpellier Capitale Santé. Merci à Chantal MARION pour l'excellence du travail qu'elle a fait pour que cela puisse se faire aux côtés d'Eric PASTOR, qui malheureusement n'a pas pu se libérer ce soir parce qu'il est à Paris, en train de défendre d'autres projets dans d'autres instances. Vous avez appelé à l'industrialisation. On va pouvoir, grâce au pôle autonomie santé, créer une filière enfin industrielle sur Montpellier autour des aides techniques et technologiques à la santé. Et cela, on ne peut le faire que si les communes, la commune de Lattes, l'ensemble des autres communes et la Métropole, avec le Département et la Région, travaillent ensemble. C'est cela vers quoi on doit tendre.

Alors écoutez, je vais vous donner un satisfecit. Je vous remercie, aujourd'hui, 16 mois après, de vous rendre compte de votre erreur et d'avoir arrêté la politisation de la gestion de la Métropole. Maintenant, je vous attends sur les faits. Je vous attends sur les actes. Tout à l'heure, Jean-Pierre a dit qu'il y avait... Ce n'est pas Jean-Pierre, c'est Frédéric LAFFORGUE, qui m'a appelé pour me dire : *« ils m'ont retiré la ligne de tram »*. Moi je lui ai dit : *« tu sais, moi, j'ai tout fait ce qui était prévu »*. J'ai fait 700 logements à l'Urban parc à Boirargues, j'ai installé des entreprises le long d'Ode, avec l'aide de la SA3M, et on fait du bon boulot malgré les difficultés qu'on a avec les recours, que ce soit Jean-Pierre sur son territoire ou moi, on s'engage à prendre, Jean-Pierre et moi, le dessus. Il y avait une station de tram qui était prévue à l'origine, que j'ai retardée pour faire des économies, et qu'on n'a toujours pas mise en route, alors que depuis 2016 elle devait être mise à disposition des 700 ou 800 foyers qui vont travailler maintenant près de cette station, et des à peu près 2 000 personnes qui vont vivre dans le quartier de Boirargues. Moi, je dis qu'on a des obligations, et que quel que soit le changement de majorité, une intercommunalité, cela doit respecter ses engagements, cela doit suivre son plan de mobilité. Comme il n'y a pas de plan de mobilité aujourd'hui nouveau, eh bien, au moins, qu'on réponde à celui qu'on avait bâti des années durant pour essayer de porter le développement de notre intercommunalité. Voilà. J'en arrête là. J'aurais pu aussi vous dire que les Lattois et les Boirarguais commencent à s'inquiéter...

Intervention hors micro

Cyril MEUNIER

Et pourquoi je ne parlerais pas ? Et pourquoi je ne dirais pas qu'on s'inquiète, quand... Tu as raison, je vais parler moins fort. Je vous prie de m'excuser, je parle trop fort, parce que cela m'énerve. C'est vrai que les

Boirarguais, aujourd'hui, on est pris en otage avec la gare Sud de France. Je peux vous dire que tous les gens de Lattes, et de Pérols, et de Boirargues qui voient toute la circulation se bloquer à chaque sortie de train, quand il y aura 23 trains, je commence à me demander comment on va s'en sortir. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, je comprends tout ce que vous me dites. Je voudrais rectifier uniquement deux petites choses.

Cyril MEUNIER

Ce n'est pas méchant.

Monsieur le Président

Mais moi non plus, cela ne va pas être méchant. Ce que je vais dire ne va pas être méchant. Simplement, je voulais vous dire que pour le pôle autonomie santé, c'est un projet que je soutiens. Je le soutiens tellement bien que dans le contrat Etat-Métropole que j'ai obtenu de Manuel VALLS et de Jean-Michel BAYLET, sur le contrat d'innovation, nous avons fléché. C'est la Métropole qui a fléché, et c'est la Métropole qui est maître d'ouvrage à Lattes. Donc sur le Pôle autonomie santé, il y a zéro problème.

Sur le problème du groupe, puisque vous dites que maintenant, nous ne sommes pas politisés, qu'est-ce qui vous empêche de rentrer ? J'attends votre courrier.

Cyril MEUNIER

Je ne vais pas répondre cela. Je ne vais pas dire : « *je rentre si je récupère une Vice-Présidence* ». Non. Ce n'est pas cela. Ce sont les agissements depuis 16 mois et la manière dont vous avez argumenté la volonté de vous débarrasser de nous qui me retient de revenir, parce que je vous avouerai que le Pacte de confiance, pour moi n'existe plus au niveau des communes. C'est tout ! Donc en tant que Maire de Lattes, je vous prie de m'excuser, Philippe SAUREL. A titre personnel, on peut avoir un parcours personnel vous et moi qui est de longue date. Mais à titre personnel, dans le fonctionnement de votre intercommunalité, je ne suis pas d'accord avec la manière dont vous gérez l'intercommunalité, et aujourd'hui, je ne veux plus porter le bilan de la responsabilité du bilan de la Métropole telle qu'elle est aujourd'hui. Voilà.

Sur les aspects qu'on vient de dire, mobilité, SCoT, vous le savez pertinemment. Je l'ai dit ici. Je pense que c'est criminel de ne pas avoir sorti le SCoT et le PLU avant les élections. Aujourd'hui, il nous reste 5 600 lots à vendre sur la Métropole de Montpellier. Et ce n'est pas avec quelques déclarations de projets qu'on s'en sortira. Et quand je vois que sur Ode, quand on a voté le CRAC, on est passés à 32 millions d'euros de portage de la Métropole, excusez-moi d'être un peu trop « *techno* », un peu trop financier, mais je me dis que si nous avions activé les choses beaucoup plus rapidement, eh bien on s'en serait sorti mieux. Quand je vois dans quelle mouise on est, pour ne pas dire autre chose, sur la gare Sud de France, je me dis que si nous n'avions pas retiré le projet de lots sur lequel nous travaillions depuis deux ans et demi, quinze jours après votre arrivée pour une raison purement idéologique, on aurait fait Oz. Parce que Oz, ce n'était pas 350 hectares d'urbanisation, comme vous vous êtes plu à le raconter. C'est faux ! Et aujourd'hui, les zones que vous avez à l'urbanisation, eh bien ce sont des zones qui sont aussi denses que celles qui, dans les parties de Oz, étaient ouvertes à l'urbanisation.

Dernier point. Je ne veux pas trop vous embêter ce soir, mais je vous avouerai que j'ai un peu de mal à imaginer rentrer dans une majorité où le Président raconte qu'il a fait voter à l'unanimité des Maires un nouveau stade avec son financement, alors qu'à aucun moment, nous n'avons voté le stade. A aucun moment nous n'avons voté son financement. La seule chose que vous nous avez demandé de voter, sur laquelle on vous a suivie, c'est une étude de faisabilité pour savoir si financièrement et techniquement, la réalité de ce stade était possible. Après, je ne donnerai pas mon avis sur le stade. Je l'ai écrit. Tout le monde le sait. Je pense qu'il faudrait le laisser au privé. Je pense que son emplacement va nous poser énormément de problèmes. Merci.

Monsieur le Président

Bon. Je reprends simplement. Monsieur MEUNIER, vous nous avez dit que vous ne cautionnez pas la façon politisée de conduire les affaires. Maintenant, notre groupe ne présente aucun stigmat de politisation. Mais venez. Revenez. Ecrivez-moi un courrier. Et vous serez les bienvenus. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 60 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Régine ILLAIRE ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 61 : CULTURE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL RELATIF A LA GESTION MUTUALISEE DES SALLES DE SPECTACLE AVEC LES COMMUNES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET LE CRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du rapporteur ? Tout le monde est d'accord ? Le Crès ? Castelnau ? Tout le monde est d'accord ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 62 : CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION ATTITUDE DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION "BATTLE OF THE YEAR 2018 - INTERNATIONAL" - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 63 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE ENDEMOLSHINE PRODUCTIONS RELATIVE A L'EMISSION "PRODIGES" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention de partenariat avec la société Endemolshine pour Prodiges, avec Daphné BURKI. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 64 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTIONS AVEC LE COLLEGE DU JEU DE MAIL ET LE LYCEE CLEMENCEAU POUR L'ORGANISATION DES CLASSES A HORAIRES AMENAGES MUSIQUE ET DANSE ET DES CLASSES DE LA SERIE "TECHNIQUE DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE" DU BACCALAUREAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Convention avec le collège du Jeu de Mail et le lycée Clemenceau. Et avec nos amis de la Région, et nos amis du Département. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

*A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 82 voix.*

AFFAIRE N° 65 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - DEMANDE D'AGREMENT POUR L'OBTENTION DU LABEL "CLASSES PREPARATOIRES DANS TOUTES LES SPECIALITES RELEVANT DU SPECTACLE VIVANT" - APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention auprès de Bernard TRAVIER ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 66 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AVEC LE CENTRE DE RESSOURCES, D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 67 : CULTURE -DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - COMEDIE DU LIVRE 2019 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSIONS - DEMANDES DE SUBVENTIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. C'est la Suisse, l'invitée. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

AFFAIRE N° 68 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DES RENCONTRES D'AUTEURS ORGANISEES PAR LE RESEAU DES MEDIATHEQUES – APPROBATION

M. J. MALEK sort de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 69 : CULTURE - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 70 : CULTURE - CONVENTION DE MANDAT SA3M POUR LA MEDIATHEQUE EMILE ZOLA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 71 : CULTURE - MANDAT SA3M POUR LA CREATION D'UN CENTRE D'ART CONTEMPORAIN A L'HOTEL MONTCALM DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 72 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RESEAU DES PISCINES - PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE - SITE D'ACCUEIL - ORGANISATION DES CHAMPIONNATS DE FRANCE DE NATATION 25M - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE UNIVERSITE CLUB NATATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Magnifique ! Suivi par CNN. Non, pas par CNN. Suivi par BeIN Sports, par CNEWS et par Radio Monte-Carlo. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 73 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Merci à Pierre DUDIEUZERE pour l'inauguration de la belle Fête du cheval à Vendargues, où nous avons cheminé à dos de Camargues parmi la foule en délire.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je remercie la jument qui a eu le courage de me transporter, qui s'appelle Rumba, et que j'avais eue l'an dernier, qui commence à s'habituer. C'est sensible, les chevaux, savez-vous. Il ne faut pas y aller comme un bourrin.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N° 74 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - GEMAPI - MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATEGIE DE RESTAURATION DES ETANGS PALAVASIENS - CONVENTION DE GESTION DE SERVICES AVEC PAYS DE L'OR AGGLOMERATION ET SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE

*MM. P. KRZYZANSKI (avec pouvoir de Mme P. DANAN) et M. MAJDOUL sortent de séance.
Mmes A. YAGUE, M-C. PANOS, MM R. YOUSSEUS et J. MALEK entrent en séance.*

Monsieur le Président

Qui demande des explications au rapporteur, Monsieur LUSSERT, qui parle de cette affaire importante ?

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, il s'agit effectivement de gérer la dissolution du syndicat SIEL et de continuer ses missions, ainsi que de respecter les emplois qui étaient au SIEL. Cette convention va prendre en charge les missions de ce syndicat qui a été créé en 1998. Particulièrement, ses missions étaient d'être acteur de la restauration, de la gestion et de la mise en valeur des milieux naturels, d'animer, de coordonner le site Natura 2000 et de constituer une instance représentative des intérêts des collectivités riveraines. Vous savez que depuis le premier janvier 2018, la politique GEMAPI a confié aux EPCI et à notre Métropole un certain nombre de missions, que je ne vais pas citer en entier, mais l'item 8 en particulier. Il s'agit de la protection et de la restauration des sites et des écosystèmes. Il est donc proposé de passer une convention avec les deux autres EPCI concernés par tous les étangs du bord de mer, à savoir l'Agglopôle de Sète et l'agglomération du Pays de l'Or. L'idée est que l'on reprenne les missions, qu'on reprenne le personnel qui sera repris pour partie par chaque EPCI, et aussi par le SYBLE. L'idée, donc, est que le maître d'œuvre soit notre Métropole, et que les frais soient remboursés par les deux autres partenaires pour toute action qui sera mise en œuvre. On avait fait une répartition des frais, c'est 47% pour la Métropole, 43% pour Sète Agglopôle et 10% pour le Pays de l'Or. Si on enlève toutes les subventions possibles de l'Agence de l'eau et de la Région, résiduellement pour les trois années 2019-2021, la Métropole aura payé 24 000 euros, Sète Agglopôle 22 000 euros et les Pays de l'Or 5 000 euros. Il est donc proposé au Conseil d'approuver cette convention, de solliciter la Région Occitanie pour la subvention dont je viens de parler, et également l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée pour son support financier.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-Président. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, en tant que Maire de Lattes, et surtout en tant que Président du SYBLE, je me félicite qu'il y ait cet accord entre nos trois intercommunalités, parce que l'un des dangers de la fin du SIEL est qu'on arrête d'avoir une démarche collective sur les étangs, et le SYBLE n'a pas compétence sur la totalité des étangs parmi ceux qui vont jusqu'à Sète ou la Grande Motte. De la même manière, dans le cadre de la répartition des compétences du SIEL qu'on termine en décembre, il y avait Natura 2000. Sur les étangs, j'ai proposé à Jean-Marc, qui l'a accepté d'un commun accord, qu'il en prenne la présidence, comme cela il pourra, dans le cadre de la conduite de cette démarche intercommunale, en plus veiller à l'exercice de Natura 2000 sur les étangs palavasiens. Je me réjouis de cette collaboration entre nos différents organismes. Merci.

Monsieur le Président

Alléluia ! Rien ne vous empêche de revenir dans le groupe, rien ! Plus d'obstacle politique. Plus d'obstacle de gestion. Cette affaire le prouve. Et pourtant vous ne pourrez pas revenir. Parce que vous voulez ma place, c'est tout. Mais oui Monsieur MEUNIER. Ah, il y a Monsieur le Maire de Montaud.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, juste pour revenir sur cette affaire concernant GEMAPI et concernant notamment les stratégies que l'on met en place avec des syndicats. Je voulais vous dire que j'ai rencontré à nouveau l'Etablissement Public Technique du Bassin du Vidourle (EPTBV), qui est donc présent sur une petite partie de notre territoire, à savoir la commune de Montaud, une partie du territoire de Beaulieu je crois, et une partie de Saint-Drézéry. Donc ils réitèrent la demande auprès de vous – je crois qu'ils feront un courrier et qu'ils rencontreront Jean-Marc – pour que l'on adhère au syndicat, afin qu'ils puissent venir exercer des compétences, comme on peut le faire avec les autres syndicats sur ces territoires. Je vous remercie.

Monsieur le Président

C'est mon cousin BARRAL le Président. Ancien Maire de Lunel. Allez-y, Monsieur le Maire de Prades-le-Lez.

Jean-Marc LUSSERT

Joël a raison, nous avons déjà reçu le courrier et nous sommes sur le point de répondre à l'invitation pour participer effectivement à cette discussion pour que Montaud, en particulier, puisse être représenté, ainsi que Restinclières et Saint-Drézéry dans ce Syndicat du Bassin du Vidourle.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Montaud, je reçois quelques courriers, des habitants de Montaud qui me disent : « *on est content de garder notre Maire* ». Je mets aux voix l'affaire 74. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 75 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - FINANCEMENT DES POSTES CHARGE D'ANIMATION DES CAPTAGES PRIORITAIRES DU FLES - CHARGES DE MISSION EAU ET AGROECOLOGIE ET RESTAURATION DES MILIEUX LAGUNAIRES - CHARGE DE CONTROLE DES REJETS INDUSTRIELS ET DES DECHETS TOXIQUES -CHEF D'UNITE LITTORAL ET MILIEUX LAGUNAIRES - SOLLICITATION DES AIDES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE ET DE LA REGION OCCITANIE PYRENEES MEDITERRANEE - APPROBATION

M. M. MAJDOUL entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du rapporteur, l'insubmersible ? Contre ? Abstention ?

Monsieur le Président

Oui, Monsieur LUSSERT.

Jean-Marc LUSSERT

Dans *la Gazette* aujourd'hui, on me traitait d'« *insubmersible* », et j'y vois l'expression de votre qualité de visionnaire. M'avoir confié la tâche de lutte contre les inondations et les subversions marines 16 mois avant que l'on m'intronise « *l'Insubmersible* » ... Madame MARION avait raison. Vous êtes un visionnaire, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 75. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 76 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONVENTION DE PARTICIPATION A L'ANALYSE COMPARATIVE DE LA FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDEANTES ET REGIES (FNCCR) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Jackie GALABRUN-BOULBES

On est adhérents depuis 2007 à cette fédération. Cela nous permet de nous situer par rapport à la France. Si vous voulez, que ce soit pour l'eau, l'assainissement, cela nous permet d'avoir des analyses comparatives et de pouvoir nous situer, ce qui est très bien pour notre Métropole de Montpellier.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Isabelle GUIRAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 77 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MANDAT COMPLEMENTAIRE POUR LA REALISATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST AU TITRE DE 2016 - AVENANT N°3 - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Valérie BARTHAS-ORSAL ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Max LEVITA, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

Ne prend pas part au vote : 3 voix.

AFFAIRE N° 78 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MANDAT POUR L'OPERATION DE RENOVATION / EXTENSION / EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DEMETER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - APPROBATION

M. P. KRZYZANSKI (avec pouvoir de Mme P. DANAN) entre en séance.

Mme P. MIRALLES et M. G. BALAZUN sortent définitivement de séance sans donner pouvoir.

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Qui demande des explications à Valérie BARTHAS ? Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Je me félicite que l'on fasse Demeter et de la bonne conduite des opérations. Il n'y a qu'une question que je voulais vous poser – en tant que phénix, je reviens – on avait lancé un plan de réhabilitation des vingt déchetteries de notre intercommunalité avant la fin du mandat. J'ai sûrement loupé une case, c'est pour cela que je voulais demander à Valérie. Quelles sont les prochaines ?

Monsieur le Président

On va vous le dire, parce que le plan se déroule parfaitement.

Cyril MEUNIER

Merci. Et le planning, parce qu'on devait finir à la fin du mandat.

Monsieur le Président

Madame BARTHAS, donnez-nous le planning. Parce que cela avance. On en fait trois par an, des déchetteries.

Valérie BARTHAS-ORSAL

On en fait un petit peu plus que cela, Monsieur. Vous avez beaucoup d'ambition pour la Métropole, et je vous en remercie. Donc, à savoir qu'en 2018, nous lançons la rénovation, au mois de novembre, de Cournonterral, Montpellier Hôpitaux-Facultés, Montpellier Près d'Arènes, Saint-Brès et Beaulieu, avec une inauguration au printemps prochain. En 2019, nous ferons Saint Jean de Vedas, parce que nous avons eu un petit souci avec Saint Jean de Vedas, qu'il a fallu que nous acquérions, d'une certaine façon, des terrains qui étaient proches des terrains de l'autoroute. Donc cela nous a demandé un petit peu plus de temps. Il y aura également Villeneuve-lès-Maguelone, Pignan, Pérols, Montpellier Cévennes, Le Crès et Grabels, et début 2020 commenceront les travaux pour Lattes, Murviel-lès-Montpellier, Saint Georges d'Orques, Montpellier La

Mosson, Montferrier et Prades-le-Lez. Voilà, nous tenons nos promesses.

Monsieur le Président
Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Merci Monsieur le Président. Ce n'est pas pour Demeter, c'est pour la décharge de Castries. Juste pour vous demander s'il est possible d'avoir un calendrier prévisionnel de la date de la fermeture. Je vous explique pourquoi. On a beaucoup de demandes et de courriers sur ce territoire, que ce soit à Guzargues, Teyran, Saint-Drézéry, Montaud, des personnes qui viennent pour savoir quelle est la date exacte, puisque vous savez qu'il y a un arrêté préfectoral. On a vu à la Commission de suivi de site, avec les services, la question a été posée. Evidemment, à ce moment-là, les services ont dit : « *il y a un réglage à avoir* », « *il faut qu'on remplisse le casier en totalité* », « *on risque de dépasser* ». Mais est-ce qu'il serait possible aujourd'hui d'envoyer aux communes un calendrier prévisionnel permettant d'ores et déjà de fixer une fourchette de date d'arrêt de ce centre ? Cela nous aiderait, nous les élus, s'il vous plaît, merci.

Monsieur le Président

On est en attente, au niveau de la Préfecture, de la prolongation. Donc on aura la réponse la dernière partie de l'année 2019. C'est en fonction du stockage. Novembre. Bon, vous voyez que les déchetteries, cela avance. Je mets aux voix l'affaire 78. Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 79 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR -SAEML SOMIMON - MODIFICATIONS STATUTAIRES RELATIVES A L'OBJET SOCIAL - PRINCIPE DE PRISE DE PARTICIPATION DANS UNE SOCIETE COMMERCIALE - AUTORISATION ACCORDEE AUX REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Il s'agit, au niveau du MIN, d'apporter quelques modifications. Il est composé d'un seul et même objectif : d'autoriser le représentant au Conseil d'Administration à voter en faveur du principe de la participation de la SOMIMON au capital. C'est pour les parts du Département que nous achetons, puisque le Département n'a plus la compétence économique. Je mets aux voix l'affaire 79. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Pardon, je refais voter parce que Madame GALIANA ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix.

Ne prend pas part au vote : 1 voix.

AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - ACTUALISATION DES REPRESENTATIONS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DESIGNATIONS

Monsieur le Président

Il s'agit des organismes extérieurs, donc je vous propose la candidature de Fabien ABERT pour l'UFR STAPS. Y a-t-il d'autres candidats ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION - MANDAT SPECIAL - DEPLACEMENT A PARIS - MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE - PARTICIPATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A UNE TABLE-RONDE DES VILLES ET METROPOLES MOBILISEES DANS LE DEPLOIEMENT DES ZONES A FAIBLE ÉMISSION (ZFE) - AUTORISATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Ce sont les modifications habituelles. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

Monsieur le Président

Chers amis, chers camarades, depuis que j'ai changé le nom du groupe et que vous m'avez suivi dans cette voie, toutes les affaires de ce Conseil, 82 au total, ont été votées à l'unanimité. Je vous en remercie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h10.